

1^{er} septembre 1930

Chers camarades,

J'ai reçu votre lettre du 27 juillet (la lettre du groupe Octobre). J'y réponds très brièvement car dans le même temps, le Bureau International de l'Opposition de gauche doit exprimer ses positions sur la question chinoise à travers un manifeste particulier. Je veux ici rapidement répéter ce que j'ai déjà écrit à d'autres groupes.

1 - Le Bureau International n'a pris aucune position en faveur de l'un ou l'autre groupe oppositionnel chinois contre l'autre. L'explication en est que les données dont nous disposons ne témoignent d'aucune divergence sérieuse justifiant la scission.

2 - Par conséquent aucun des groupes chinois d'opposition de gauche ne peut se considérer comme le représentant de l'Opposition de gauche Internationale face aux autres groupes.

3 - Cela concerne aussi le groupe de Tchen-Du-Siu. Nous avons reçu récemment une lettre ouverte du c. Tchen-Du-Siu datée du 10 décembre dernier et écrite en anglais. Sur toutes les questions essentielles, il prend des positions qui correspondent pleinement à nos conceptions générales. Par conséquent je ne vois aucune raison à ce que certains camarades continuent de désigner son groupe comme droitier. Aucun groupe ne m'a communiqué quelque fait ou document confirmant cette appréciation.

4 - Nous estimons donc qu'il est indispensable de faire une tentative ouverte et honnête d'unification des quatre groupes d'Opposition de gauche sur une base principielle commune. Le Bureau International proposera dans les jours à venir aux quatre groupes de créer une commission de conciliation chargée d'élaborer une plate-forme de base et des méthodes d'organisation en vue de l'unification.

5 - J'ai déjà exprimé mon opinion au sujet de l'Assemblée Constituante dans un article. Certains camarades chinois cherchent à ce propos à couper les cheveux en quatre. Si des divergences de principe existent réellement sur cette question ou sur d'autres (ce que je ne crois pas), celles-ci doivent être mises à plat lors de l'élaboration des thèses de la plate-forme. Le Bureau International appréciera leur profondeur lorsqu'il les verra formulés.

Mais nous espérons fermement recevoir au lieu de formulations concurrentes un exposé unique, sur la base duquel se fera l'unification de toute l'Opposition communiste chinoise.

P.S. Je vous envoie cette lettre en deux exemplaires pour que vous en transmettiez une au c. Tchen-Du-Siu dont j'ignore l'adresse.

Pour l'unification en Chine

1930

Cher camarades,

J'ai reçu votre lettre du 27 juillet. Je vous envoie une réponse assez brève, vu que le Bureau International de l'Opposition de gauche est en train de se prononcer dans un manifeste sur la situation en Chine. Je voudrais aussi vous répéter brièvement ce que j'ai déjà écrit aux autres groupes:

1 . Le Bureau International n'a pas pris position pour aucun des groupes chinois de l'Opposition de gauche au détriment d'un groupe adverse. Cela s'explique par le fait que toutes les données dont nous disposons n'attestent pas de l'existence de divergences sérieuses justifiant une scission.

2 . De ce fait, aucun des groupes chinois de l'Opposition de gauche ne peut se considérer comme le représentant de l'Opposition internationale de gauche en opposition aux autres.

3 . Le groupe du camarade Tchen Du-Siu ne fait pas exception. Dernièrement, nous avons reçu en anglais une lettre ouverte du camarade Tchen Du-Siu du 10 décembre dernier. Dans cette lettre, le camarade Tchen Du-Siu prend, sur toutes les questions essentielles, une position qui coïncide entièrement avec notre position générale. C'est pourquoi je ne vois pas pourquoi certains camarades chinois continuent à classer le groupe Tchen Du-Siu "à droite". Aucun des groupes ne nous a communiqué ni preuve ni documents pouvant justifier une telle appréciation.

4 . Nous croyons indispensable de faire une tentative ouverte et loyale d'unification des quatre groupes de l'Opposition de gauche sur une base de principes communs. Le Bureau International s'adressera prochainement aux quatre groupes en leur proposant de créer une commission de conciliation pour élaborer les thèses fondamentales de la plate-forme et des méthodes d'organisation en vue de l'unification.

5 . Je me suis déjà prononcé dans un article sur la question de l'Assemblée Nationale. Certains camarades essaient, dans cette question, de couper les cheveux en quatre. S'il existe sur cette question comme sur d'autres de quelconques divergences (ce que je ne crois nullement), elles se manifesteront au cours de l'élaboration des thèses de la plate-forme. Quand le Bureau International se trouvera en présence des différentes appréciations, il sera en état de juger de la profondeur réelle de ces divergences. Nous avons néanmoins la ferme conviction qu'il n'en sortira pas des formules concurrentes, mais une formule unique sur la base de laquelle se réalisera l'unification de toute la Gauche communiste de l'Opposition chinoise.

Le refus de visa britannique

2 septembre 1930

Chère

Votre lettre du 4 août me parvient seulement ce jour, 2 septembre. L'éditeur anglais si inventif - il avait déjà doté mon livre d'un sous-titre absurde -, n'a en effet rien trouvé de mieux que d'expédier votre lettre à mon éditeur américain. Cette bévue est la cause de mon retard à vous répondre.

La réponse de M. Clynes ne m'a guère étonné : Je me suis permis aujourd'hui d'exprimer à l'un de mes amis de Londres cette considération qu'il me serait probablement plus aisé de recevoir le visa d'un gouvernement conservateur lequel n'éprouverait aucun besoin de démontrer, à cette occasion, son caractère réactionnaire, sa réputation étant de ce côté solidement établie.

Etant donné l'inquiétude que vous manifestez, je tiens souligner que je n'ai ni raison ni droit d'objecter quoi que ce soit contre l'initiative que vous avez prise concernant mon visa de votre propre chef.

Vous avez, sans aucun doute, été guidée par des considérations d'ordre politique, mais, dans la mesure où l'élément personnel y fut associé, je tiens à vous exprimer le sentiment de ma reconnaissance la plus sincère.

2 septembre 1930

Chère camarade Marjorie Wells,

Veillez excuser le retard de ma réponse; cette incorrection volontaire est la conséquence de la nécessité où je fus d'attendre quelques informations supplémentaires permettant d'apporter maintenant plus de clarté dans les questions.

J'ai reçu entre temps inopinément, et par une voie étrangère (Londres-New York-Prinkipo), de Mademoiselle Wilkinson, membre du Parlement, une aimable lettre qui m'apporte la clarté nécessaire. A cette lettre était jointe la réponse faite à ses instances par le Home Secretary, M. Clynes, le 24 juillet. Cette réponse ne laisse aucun doute sur la décision ferme du gouvernement britannique de ne point réviser ses décisions mon égard.

Il m'apparaît dans ces conditions bien superflu de renouveler ma requête officielle concernant mon visa - non que j'aie le souci de libérer le gouvernement de la responsabilité d'un nouveau refus -, mais que je désire moi-même me libérer de la nécessité de l'enregistrer une seconde fois, d'autant que cela n'améliorerait en rien ma situation "internationale".

Ceux qui ont pris l'initiative de la requête de E. Clynes, sauront incomparablement mieux que moi-même apprécier les possibilités de réussite de leurs démarches. Quant à moi, surtout après la lettre de Miss Wilkinson, je suis enclin à considérer cette nouvelle adresse collective comme une tentative, généreuse certes, mais hélas platonique, qui ne réussira pas à sauver ce qui reste encore en Grande-Bretagne du droit d'asile après la guerre libératrice.

Il m'apparaît même, qu'au point de vue pratique, les chances d'obtenir un visa seraient pour moi plus favorables sous un gouvernement conservateur que sous un gouvernement travailliste. En effet, la position de M.M. Baldwin, Churchill, Chamberlain, est telle qu'ils n'ont pas besoin de démontrer chaque jour la fermeté de leur conservatisme, ce qui constitue le principal souci d'un gouvernement M^cDonald-Clynes. Je puis me figurer qu'un gouvernement conservateur, comprenant clairement que ma présence ne lui fera courir aucun risque, en profitera pour administrer une chiquenaude supplémentaire au gouvernement renversé, en m'accordant le visa sous certaines conditions. Mais j'ai complètement perdu la possibilité de croire que, quoique guidée par les meilleurs sentiments, l'initiative de personnages illustres et éminents de l'Angleterre contemporaine puisse constituer autre chose qu'une manifestation idéaliste.

Je serais heureux que l'avenir me contraigne à me persuader de mon erreur. Néanmoins, quel que soit le résultat pratique, mes sentiments de reconnaissance chaleureuse votre égard sont inaltérables.

8 septembre 1930

Cher camarade Grad,

Je ne sais si les camarades Frank et Landau ont émis et propagé l'idée fausse selon laquelle "*Trotsky est contre Frey*". Mais je sais par plusieurs lettres de Frey que lui-même a exprimé cette opinion oralement et par écrit, qu'il y a insisté et qu'il l'a répandue, jusque dans les colonnes de son journal. Je me suis enquis à plusieurs reprises des raisons de cette affirmation et n'ai jamais obtenu du camarade Frey une réponse franche et honnête. La seule explication était et demeure (votre lettre le confirme) que le camarade Frey, comme je ne le soutenais pas contre les autres, a interprété cette attitude prudente de la part à sa façon, c'est-à-dire comme un soutien des autres contre lui et j'en suis souvent venu à me dire: si le camarade Frey se comporte de façon si déloyale avec moi, que doit-il donc faire avec les autres ?

Vous m'invitez à adopter envers l'Opposition autrichienne la même démarche qu'envers l'Opposition française. C'est bien ce que je fais. Malheureusement, les camarades autrichiens ne suivent pas avec assez d'attention la vie de l'Opposition internationale. Il se peut aussi qu'ils n'en aient pas assez la possibilité. Arrivé à l'étranger, j'ai rencontré à Paris le groupe Paz, en tant qu'organisation la plus proche de l'Opposition russe. Paz me sollicita à d'innombrables reprises pour que je soutienne son groupe ouvertement dans son combat contre les autres groupes d'opposition. Je lui ai toujours rétorqué que c'est seulement sur la base de l'activité politique et des accords ou désaccords politiques qui en résultaient que je pouvais prendre ouvertement position pour ou contre tel ou tel groupe, et non pas à partir des souvenirs personnels de Paz. En même temps, je m'efforçai, d'unifier tous les groupes se réclamant de l'Opposition de gauche, et je correspondais amicalement avec Paz, Treint, Souvarine, Naville, sans même parler du camarade Rosmer. C'est sur la base des pas accomplis dans la préparation de l'hebdomadaire, de la plate-forme, etc. qu'est né le nouveau groupement, que je fus en mesure d'observer et de contrôler, car il était politiquement neuf et ne reposait pas sur d'anciennes réminiscences.

Cela me permit également de prendre ouvertement position en faveur d'un groupe et contre l'autre, ou plutôt en faveur du groupe nouveau constitué par les meilleurs éléments des différents groupes, contre les résidus des anciens groupes.

J'étais d'avis qu'au moins en ce qui me concerne, telle est également en Autriche la seule voie possible. Mais je me heurtai chaque fois à des résistances en particulier de la part du camarade Frey. Il est fort possible qu'il ait raison contre les autres ou qu'en dernière instance, il s'avère que c'est lui qui avait raison. Mais cela reste pour moi une possibilité ou, si vous voulez, une probabilité. Mais Frey a tout fait et continue à tout faire pour nous empêcher, moi-même et les autres, de vérifier cela dans l'action elle-même. Il veut à tout prix que chacun vive et pense en pleine conformité avec les moindres détails de son passé à lui, et que chacun condamne les autres à partir de son point de vue. Mais nul n'a, ni ne peut avoir pour cela le temps et l'intérêt politique. Jamais, nulle part, il n'a été possible avec cette méthode, d'aboutir à une unification ou de justifier politiquement une scission.

Que les autres groupes soient faibles et peu actifs, je le reconnais. Mais hélas le groupe Frey, lui aussi, comme vous le dites vous-même, est assez faible. Mais le pire est que l'existence-même [*original illisible, NDE*], de trois groupes différents, constitue pour des ouvriers honnêtes et qui réfléchissent, un obstacle les empêchant de rejoindre l'un des trois groupes. Car ces groupes sont tout aussi incapables de s'unir que d'expliquer aux travailleurs l'impossibilité d'une unification.

En France, le groupe Paz a démontré qu'il se contentait tout à fait d'une famille d'opposition conservatrice. Je crains que ce ne soit également le cas pour Frey, car, en-dehors de cela, je ne m'explique d'aucune façon son comportement.

De sorte qu'il est pour moi quasiment exclu que je prenne position pour un groupe contre l'autre, dans la mesure où cela ne serait pas justifié par des positions politiques ou théoriques tout à fait positives, me permettant d'expliquer une prise de position à tout ouvrier autrichien.

Lettre au Congrès allemand

17 septembre 1930

Chers camarades,

En envoyant à votre conférence mes salutations les plus chaleureuses, je veux m'exprimer une fois de plus et aussi brièvement que possible sur la ligne générale de l'Opposition communiste allemande.

Il est clair pour nous tous que l'Opposition de gauche allemande est encore très faible en comparaison avec les tâches que lui assigne la situation tout entière. Cette faiblesse est un héritage du passé, le résultat à la fois des conditions historiques objectives et de politiques erronées, d'abord celle de Maslow-Fischer, puis celle de la direction Urbahns. Ces gens pensaient et ont conduit tous les ouvriers oppositionnels à penser, que le parti officiel devait inévitablement perdre son influence et s'effondrer et que l'Opposition, renforcée par sa lutte contre le parti, émergerait sur ses ruines comme un nouveau parti. Par conséquent, tout ouvrier sérieux se sentait obligé de demander: si tout ce qui a été construit au cours des dix ou douze dernières années doit s'effondrer et que des gens nouveaux doivent construire sur ce terrain, quelle garantie y a-t-il que les résultats seront meilleurs ? La question est bien posée. La seule garantie réside dans l'expérience vivante de l'avant-garde prolétarienne et l'expérience s'acquiert à travers le temps et les événements. De larges cercles d'ouvriers révolutionnaires vont commencer à suivre l'Opposition et avoir confiance en elle, seulement quand ils seront convaincus par leur propre expérience qu'elle ne répudie pas toute l'expérience accumulée par le communisme en Allemagne et dans le monde entier, mais au contraire qu'elle se base sur cette expérience pour en tirer avec l'avant-garde prolétarienne, les conclusions justes.

Bien entendu, la classe ouvrière a aussi ses casuistes, simple critiques qui forment des sectes qui restent pendant des années à la périphérie du mouvement ouvrier et qui se contentent d'une critique impuissante, hors de toute tâche ou perspective large. Ces rejets de l'ultra-gauchisme se réjouissent de chaque échec du parti communiste et espère qu'à partir des échecs de l'avant-garde prolétarienne, ils vont miraculeusement arriver à agrandir leur influence.

Avec ces sectaires qui reflètent en Allemagne toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, nous n'avons et ne pouvons rien avoir en commun. Pour nous, la victoire de notre politique ne dépend pas de l'affaiblissement mais du renforcement de leur influence.

Y a-t-il là une contradiction ? Pouvons-nous entendre des objections d'une double contradiction même ? D'abord, pouvons-nous espérer une consolidation du parti communiste sous sa direction actuelle ? Deuxièmement, une consolidation du parti communiste ne mène-t-elle pas à une consolidation de la direction actuelle, qui s'est révélée incapable de mener le prolétariat à la victoire ? Les deux objections sont fausses, parce qu'elles ne sont pas dialectiques.

Les résultats de la dernière élection ont de nouveau prouvé que l'influence du parti peut grandir en dépit de l'incompétence de sa direction actuelle. Une direction juste est la condition indispensable d'un succès durable - et encore plus - de la victoire totale du prolétariat. Mais l'influence d'un parti peut grandir en dépit des erreurs de sa direction à travers l'action de facteurs objectifs. On peut dire à coup sûr que la direction du parti allemand n'a rien fait depuis les journées de mars en 1921 et particulièrement depuis octobre 1923 jusqu'à ce jour sinon affaiblir la révolution et le prolétariat, D'un autre côté, la position internationale désespérée de l'Allemagne, la politique avanturiste et malfaisante de la bourgeoisie allemande, le rôle infâme de trahison de la social-démocratie pousse de grandes masses sur la voie révolutionnaire.

Le fait que, par sa politique, la direction stalinienne bureaucratique, aveugle et sourde, contente d'elle et ignorante, opportuniste et aventuriste, empêche les masses radicalisées de rejoindre le drapeau du communisme devient dans la situation actuelle une importante source de force pour le national-socialisme.

L'augmentation des voix communistes aux dernières élections semble important en soi, mesuré à l'aune parlementaire. Mais il a très peu d'importance du point de vue des possibilités révolutionnaires et des tâches.

On peut dire que, dans les élections, le parti a gagné la différence arithmétique entre ceux que la bourgeoisie et la social-démocratie ont poussés vers lui et ceux que la direction du parti communiste a repoussés. On peut dire avec une totale justification que les gains du P.C. allemand, comme ceux des autres sections de l'I.C. auraient été incomparablement plus petits et leurs pertes bien plus grandes s'il n'y avait pas eu la voix de critique et d'avertissement de l'Opposition de gauche, son analyse et son pronostic. Aussi faibles que nous soyons encore organisationnellement, nous sommes néanmoins prêts à devenir un facteur sérieux dans la vie interne du parti communiste et un facteur de sa consolidation.

Mais est-ce que cette consolidation ne conduit pas au renforcement de la direction actuelle ? La direction actuelle n'est-elle pas l'obstacle principal sur la route de la révolution prolétarienne ? La seconde objection est tout à fait juste. Thaelmann, Remmele et Neumann combinent les traits les pires de l'irresponsabilité bureaucratique, de l'autosatisfaction philistine, de la discipline de caserne et l'aventurisme particulier de subalternes dans lequel les aventures sont exécutées sur ordre d'en haut et où les aventuriers savent d'avance qu'ils n'auront pas de comptes à rendre.

De l'extrémisme politique pour lequel rien ne se fera sauf "*la conquête des rues*" au nom de la dictature du prolétariat immédiate (sur le papier), une telle direction peut sans arrière-pensée passer au possibilisme, et pliant à tous les vents qui soufflent de la petite-bourgeoisie, y compris jusqu'au chauvinisme. La tête du bureaucrate centriste officieux est construite de sorte que tous les vents de l'éclectisme ne cessent de souffler à travers lui. Il est nommé, soutenu, aidé et intronisé dans l'avant-garde du prolétariat allemand, par la fraction stalinienne de Moscou. C'est absolument indiscutable. Mais est-il juste de dire qu'un renforcement de l'influence du parti communiste dans les ouvriers allemande conduit au renforcement de la direction actuelle ? Non, ce n'est pas juste. C'est l'affirmation essentielle, radicalement fautive et de chacun et de tous les sectaires ultra-gauchistes et prétendument ultra-gauchistes.

La bureaucratie stalinienne a pu prendre le pouvoir en U.R.S.S. et sur une échelle mondiale seulement grâce au reflux révolutionnaire qui continue.

La fraction stalinienne a porté son premier coup contre la Gauche après que la direction brandlérienne ait si malencontreusement laissé passer la situation révolutionnaire de 1923.

Les staliniens ont systématiquement détruit l'Opposition de gauche après que Tchang Kaï-Chek, l'allié d'hier de Staline, ait détruit la révolution chinoise.

Les années de stabilisation capitaliste ont été les années de consolidation pour l'appareil stalinien. Et ce n'est nullement un hasard. Seul le déclin de l'activité des masses, le passage d'un état d'esprit révolutionnaire à un état d'esprit apathique a permis l'énorme croissance de la bureaucratie du parti qui s'est appuyée sur l'appareil d'Etat pour les moyens matériels et ceux de la répression.

Ainsi, les défaites de la révolution internationale, l'affaiblissement des partis communistes, l'affaiblissement de la gauche (bolcheviks-léninistes) dans les partis et la croissance du pouvoir de l'appareil stalinien ont été des processus parallèles et reliés entre eux.

Sur la base de cette seule généralisation simple et indiscutable, on peut faire plusieurs prédictions. Une authentique radicalisation des masses et un afflux d'ouvriers sous le drapeau du communisme signifiera non la consolidation mais l'effondrement de l'appareil bureaucratique. Thaelmann, Remmele et Neumann - nous le répétons - ne peuvent garder leurs positions dirigeantes qu'à travers l'affaiblissement et l'impuissance du mouvement révolutionnaire, à travers le déclin de l'activité des ouvriers. Un progrès du communisme dans les masses signifier une accélération des tâches communistes, une croissance des exigences de direction.

Les expériences des douze dernières années n'ont pas été vaines. Elles sont gravées dans les esprits de milliers et de dizaines de milliers d'ouvriers avancés. Bien que recouverte par la croûte de la discipline formelle, cette expérience passée explosera au grand jour avec la montée de la période révolutionnaire et les ouvriers avancés considéreront avec des yeux entièrement différents une direction qui devra les mener aux batailles décisives.

L'augmentation des voix communistes, avec le développement du danger fasciste, doit déjà avoir élevé la conscience révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne et son esprit critique à l'égard de sa direction également. Cela améliore les possibilités de propagande et d'agitation des bolcheviks-léninistes.

L'esprit de la secte du coin de rues vivant sur le défaitisme et la malveillance, l'absence d'espoir et de perspective, pourrait détruire l'Opposition de gauche.

Pour jouer son rôle historiques l'Opposition doit être marquée par le lien indissoluble entre le succès du parti et son propre succès. C'est seulement ainsi qu'elle se fraiera son chemin dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne dont elle a été isolée par une combinaison de forces - la stabilisation, les repréailles de l'appareil et les erreurs de sa propre direction.

Il est clair par conséquent qu'un gouffre infranchissable nous sépare des brandlériens et que la scission avec Urbahns était juste et salutaire.

L'essence de la situation est que l'appareil stalinien est devenu une force tout à fait réactionnaire, se basant sur la stabilisation capitaliste et la stérilité politique, tandis que l'Opposition a tout à gagner de la montée révolutionnaire et de l'afflux de nombre d'ouvriers sous le drapeau du parti.

Les développements à venir révéleront toujours plus clairement, pourvu que nous ayons une politique juste, que l'appareil dirigeant est entré en opposition complète avec les besoins du parti, tandis que le sort de l'Opposition est lié à celui du parti et de la révolution prolétarienne.

Au cours des derniers mois, l'Opposition allemande a fait pas mal de travail préparatoire. On a tracé la séparation des lignes fondamentales, on a démarré un organe propre, *Der Kommunist* et il a été défini une ligne juste en direction du parti officiel. Finalement, en collaboration avec les autres sections, on a posé la base d'une organisation internationale de l'Opposition de gauche. Tout cela dans son ensemble établit les conditions pour le développement d'une politique juste et donc la croissance de l'influence de notre fraction bolchevique-léniniste. Pourtant, on n'a encore réalisé qu'une partie infinitésimale du travail historique qui attend la gauche du communisme. La perte de temps et le manque d'attention à l'égard d'une situation révolutionnaire sont les dangers tout à fait réels qui menacent non seulement le communisme officiel mais aussi l'Opposition.

L'expérience a de nouveau prouvé combien on avait perdu de temps par de petits conflits et des luttes de groupes qui constituent une partie inséparable de la vie des cercles sectaires. Il n'existe pas d'autre moyen de se débarrasser de cet héritage du passé que de garder sous les yeux les gigantesques tâches révolutionnaires dans toute leur grandeur et de mobiliser l'esprit de sacrifice et le dévouement des meilleurs éléments de l'Opposition pour leur solution. J'espère de tout mon cœur que votre conférence rendra justice à cette grande tâche.

La déclaration des oppositionnels indochinois

18 septembre 1930

La déclaration, autant que je puisse en juger à partir de ma connaissance tout à fait insuffisante des conditions en Indochine, exprime correctement dans ses grandes lignes les tâches des communistes indochinois. Les observations suivantes ont pour objectif de faire des additifs à cette déclaration. Pour la préciser et éliminer de possibles malentendus.

1. Il faut parler plus clairement, plus pleinement, plus précisément, de la question agraire, du rôle et de la signification des propriétaires terriens semi-féodaux et de ceux qui ont de grandes tenures, en général; de la quantité de terre que la révolution aurait à sa disposition et comme fonds pour la distribution de la terre s'il expropriait les grands propriétaires dans l'intérêt des paysans les plus pauvres. La question paysanne est absente de la déclaration.

Tant que le régime de l'esclavage colonial n'est pas renversé, l'expropriation des grands et moyens propriétaires est impossible. Ces deux questions, la question nationale et la question de la terre, doivent être liées le plus étroitement possible dans la conscience des ouvriers et des paysans. Bien entendu, cette question exige une étude détaillée. Peut-être une telle recherche a-t-elle déjà été réalisée. En tout cas, la déclaration devrait comporter une formulation claire sur la révolution agraire.

2. A la deuxième page de la déclaration, il est dit que "*les masses croient naïvement que l'indépendance nationale pourrait les libérer de la pauvreté; mais, dans la période récente, nombre d'hommes ont découvert leur erreur*". C'est de toute évidence une formulation fautive. L'indépendance nationale, comme le montre la déclaration elle-même, est un élément nécessaire de la révolution indochinoise. Cependant il n'est guère vraisemblable que toute la paysannerie indochinoise en soit arrivée à comprendre la nécessité du renversement révolutionnaire de la domination impérialiste française. Et c'est d'autant plus douteux que les masses indochinoises aient déjà compris le caractère inadéquat et illusoire d'une libération qui serait seulement nationale. Là, les communistes ont devant eux une large arène d'agitation et de propagande. Il serait très dangereux de croire que les masses ont déjà compris quelque chose qui reste encore à leur être expliqué, ou qui ne puisse leur être expliqué que dans le contexte vivant de la lutte de masses. C'est précisément dans l'intérêt d'un tel travail d'explication qu'il faut, comme indiqué plus haut, lier tous les besoins, revendications, protestations des paysans pour la terre, l'aide financière, contre le militarisme et ainsi de suite, avec la lutte contre l'impérialisme étranger et ses agents "nationaux", c'est-à-dire la bourgeoisie indochinoise.

3 - Page trois, on trouve ce qui suit: "*Toute théorie de collaboration de classe constitue un camouflage idéologique pour la domination de la classe capitaliste*". La pensée exprimée ici est tout à fait juste, mais exprimée de façon qu'elle peut prêter à malentendus. Nous ne rejetons pas toute collaboration entre les classes. Au contraire, il y a un certain type de collaboration de classe que nous recherchons de toute notre force: c'est la collaboration entre le prolétariat et les paysans pauvres comme avec les couches inférieures de la petite-bourgeoisie urbaine, les plus opprimées et exploitées. Cette sorte de collaboration révolutionnaire entre classes, qui peut devenir une réalité seulement à la condition d'une lutte irréconciliable contre la bourgeoisie nationale, est telle qu'elle transforme le prolétariat en dirigeant véritable de la nation, si par "nation" on entend l'écrasante majorité des masses opprimées et exploitées de la ville et de la campagne opposée au bloc antinational des classes possédantes et de l'impérialisme.

4. Page quatre, il y a une déclaration selon laquelle le nationalisme, "*qui a été de tous temps une idéologie réactionnaire, ne peut que forger de nouvelles chaînes pour la classe ouvrière*". Le nationalisme est pris ici abstraitement comme une idée supra-sociale transcendante qui demeure toujours réactionnaire. Cette façon de poser la question n'est ni historique ni dialectique, et ouvre la porte à des conclusions fausses. Le nationalisme n'a pas toujours été une idéologie réactionnaire, il s'en faut, et il ne l'est pas non plus aujourd'hui. Peut-on dire par exemple que le nationalisme de la Grande Révolution française était une force réactionnaire dans la lutte contre l'Europe féodale? En aucune façon. Même le nationalisme tard venu et couard de la bourgeoisie allemande de 1848 à 1870 (la lutte pour l'unification nationale) a représenté une force progressiste contre le bonapartisme.

A présent, le nationalisme des paysans indochinois les plus arriérés, dirigé contre l'impérialisme français est un élément révolutionnaire opposé au cosmopolitisme abstrait et faux des francs-maçons et autres types bourgeois démocratiques, ou à l'internationalisme des social-démocrates qui volent ou aident à voler le paysan indochinois.

La déclaration affirme très justement que le nationalisme de la bourgeoisie est un moyen de subordonner et de tromper les masses. Mais le nationalisme de la masse du peuple est la forme élémentaire que revêt leur haine légitime et progressiste de leurs oppresseurs les plus habiles, les plus capables et les plus impitoyables, les impérialistes étrangers. Le prolétariat n'a pas le droit de tourner le dos à ce type de nationalisme. Au contraire, il doit démontrer en pratique qu'il est le combattant le plus conséquent et le plus dévoué pour la libération nationale de l'Indochine.

5. Il y a également en page quatre la déclaration selon laquelle "*les travailleurs indochinois eux-mêmes revendiquent*" une lutte simultanée pour l'indépendance nationale, les libertés démocratiques et la révolution socialiste. Cette formulation est sujette à critique sous bien des aspects. D'abord une simple référence à l'opinion des ouvriers ne fait pas encore preuve: il y a diverses tendances et points de vue chez les ouvriers et nombre d'entre elles sont fausses. Plus encore, il est très douteux que les ouvriers indochinois aient réellement déjà mis ensemble les éléments national, démocratique et socialiste, de la révolution en un tout unique. Ici encore, une tâche qui devrait juste maintenant être au centre du travail du parti communiste est présentée comme déjà résolue. Finalement, et ce n'est pas le moins important, il n'apparaît pas clairement de cette formulation si "*les libertés démocratiques*" sont discutées. La nouvelle phrase parle ouvertement de "*conquête des libertés démocratiques au moyen de la dictature du prolétariat*". C'est-à-dire, pour dire le moins, une formule imprécise. Le concept de libertés démocratiques est compris par les démocrates vulgaires pour signifier liberté de parole et de presse, liberté de réunion, élections libres etc. La dictature du prolétariat, au lieu de ces libertés abstraites, met aux mains du prolétariat les moyens et instruments de leur propre émancipation (en particulier les presses à imprimer, les salles de réunion, etc.). D'un autre côté, la révolution démocratique n'est pas bornée aux seules prétendues libertés démocratiques. Pour les paysans, la révolution démocratique est avant tout le règlement de la question de la terre et l'émancipation des fardeaux de l'impôt et du militarisme, ce qui est impossible sans libération nationale. Pour les ouvriers, la pierre de touche de la démocratie, c'est la journée de travail plus courte, car c'est la seule chose qui puisse lui donner la possibilité de participer réellement à la vie sociale du pays. Toutes ces tâches peuvent être et seront complètement résolues seulement sous la dictature du prolétariat qui se base sur les masses semi-prolétariennes de la ville et de la campagne. C'est bien

entendu ce que nous devrions expliquer aux ouvriers avancés, même maintenant.

Mais la dictature du prolétariat est quelque chose à quoi nous devons encore aller, c'est-à-dire que des masses qui comptent des millions et des millions doivent encore être amenées dans cette perspective. Mais dans notre agitation d'aujourd'hui, nous sommes obligés de partir de ce qui existe. La lutte contre le régime sanglant de l'occupation française doit être menée sous des mots d'ordre appelant à une démocratie profonde et conséquente. Les communistes devraient être les meilleurs et les plus braves combattants contre l'injustice militaire, pour la liberté de parole et de réunion et pour une assemblée constituante indochinoise. Nous ne pouvons arriver à la dictature du prolétariat en commençant par nier la démocratie. Ce n'est qu'en luttant pour la démocratie que l'avant-garde communiste peut rassembler la majorité de la nation opprimée autour de lui et avancer ainsi vers la dictature qui créera aussi les conditions pour la transition à une révolution socialiste en liaison indissoluble avec le mouvement du prolétariat mondial.

Il me semble que tout ce qui a été dit à ce sujet dans le manifeste aux communistes chinois doit aussi être appliqué à l'Indochine.

6 . Encore en page quatre, il est dit que trois partis communistes et trois partis nationalistes se sont récemment unifiés en un parti communiste d'Indochine unique. Cette référence est faite en passant et ne prend que deux lignes. Cependant, du point de vue de l'Opposition comme de celui de la révolution indochinoise dans son ensemble, c'est la question centrale. Pour quoi sont-ce ces six groupes - en particulier ces trois groupes nationalistes ? Quels sont leurs programmes et leur composition sociale ? N'y a-t-il pas un danger qu'un Kuomintang indochinois soit créé sous le nom de parti communiste ? La déclaration dit très justement que notre tâche envers ce parti nouvellement formé est d'introduire la clarté idéologique. Mais pour faire justement cela, la déclaration elle-même devrait autant que possible définir la véritable nature du parti nouvellement formé, plus complètement et plus précisément. C'est seulement sur cette base qu'il sera possible de déterminer notre politique à son égard.

Les mots d'ordre sur lesquels cette déclaration se termine (page 5) sont en partie trop abstraits et en partie incomplets. Il faudrait les préciser et les élargir à la lumière de ce que nous avons dit plus haut (question agraire, élément national, mots d'ordre démocratiques comme mots d'ordre de transition, journée de huit heures, etc.)

J'ai procédé à cette critique sur la base d'une totale confiance dans l'unanimité de notre pensée, sur laquelle la déclaration ne laisse aucun doute. L'objectif de ces observations est d'arriver à une déclaration formulée avec plus de soin. Par ailleurs, il n'est que trop évident pour moi que ma critique à son tour souffre d'abstraction due à mon insuffisante familiarité avec la structure sociale et l'histoire politique de l'Indochine. Pour cette raison, je ne propose aucune formulation particulière. Mes commentaires sont présentes avec un seul objectif en tête: montrer la direction dans laquelle il faudrait chercher des réponses plus précises et plus concrètes aux questions de la révolution indochinoise.

Difficultés en Tchécoslovaquie

18 septembre 1930

Chers camarades Jerabek et Blazek,

C'est avec grand intérêt que j'ai lu votre lettre me donnant un aperçu des grandes difficultés dans lesquelles doit se débattre l'Opposition tchécoslovaque.

Je ne veux surtout pas nier qu'on puisse avoir beaucoup à redire à la tactique utilisée par l'Opposition russe et par moi-même. Toutefois, si l'on voulait traiter cette question en profondeur, il faudrait pouvoir reconstituer totalement la situation politique d'alors, ce qui m'est évidemment assez difficile dans le cadre d'une simple lettre. Cela ne signifie pas que je renonce à revenir sur cette question, mais pour aujourd'hui, je veux la laisser de côté, pour la reprendre plus tard.

Je voudrais maintenant prendre brièvement position sur les questions que vous soulevez.

Le parti et la classe sont deux roues d'un engrenage, l'une plus petite et l'autre plus grande. Nous voulons agir sur le mouvement de la plus petite. Nous pouvons y parvenir de deux façons différentes: premièrement en agrippant les rayons pour mettre la roue en mouvement. Mais nous pouvons aussi (si naturellement nous en avons la force) agir directement sur la grande roue, afin qu'elle entraîne la roue du parti dans son mouvement. Nous pouvons également utiliser en même temps les deux procédés, si nous en avons les moyens, c'est-à-dire surtout si nous sommes en mesure de contrôler le résultat de notre action. Nous ne sommes nullement voués à n'agir que de l'intérieur, seulement il faut mesurer notre action à l'aune de nos forces réelles. Il faut également prendre en considération la spécificité de chaque type d'action. Par exemple, sur la question de la coopération économique avec la Russie soviétique, nous pouvons sans crainte nous adresser à la classe dans son ensemble, diffuser un appel à des dizaines de milliers d'exemplaires, si nous en sommes capables techniquement et financièrement, intervenir dans toutes les assemblées publiques ouvrières auxquelles nous avons accès, etc. Il en va tout autrement pour ce qui concerne l'affaire Blumkine, que vous soulevez, si, dans une telle affaire, nous nous adressons à une opinion publique ouvrière large, sans disposer dans chaque réunion, usine, syndicat, d'un représentant de nos positions, capable de discuter de cette question, de combattre l'adversaire, etc., alors nous courons le danger que notre action soit utilisée par l'ennemi de classe, sans que les ouvriers soient en état de la comprendre vraiment. C'est pourquoi il me semble qu'une telle action devrait être plutôt limitée au cercle des communistes, bien sûr pas aux bureaucrates, mais bien aux ouvriers communistes.

Nous sommes à un point de départ, nous ne disposons pas encore de cadres. Une période propagandiste, durant laquelle nous n'aurons à compter que sur des cercles restreints, est inévitable. Nous pouvons dès maintenant, comme je l'ai indiqué plus haut, prendre position pour le grand public sur certaines questions fondamentales, mais pour les mois à venir, le poids principal de notre activité sera probablement de nature plus théorique et propagandiste qu'agitative. Mais, au fur et à mesure que nous nous affermirons, le point central de notre activité de déplacera.

Dans les débats, il est toujours difficile de trouver le rapport convenable entre le travail en profondeur et le travail sur une grande surface.

Cela donne lieu à des divergences, à des querelles, etc. Mais nous devons nous, préparer à un travail de longue haleine, et ne devons en aucun cas perdre patience. Nous faisons des progrès indéniables dans plusieurs pays, je ne vois pas pourquoi tel ne serait pas aussi le cas en Tchécoslovaquie. A cet égard, le journal est d'une grande importance non seulement par son effet sur l'extérieur mais aussi pour la régulation interne du travail au sein même de l'Opposition.

C'est pourquoi j'attends avec intérêt le premier numéro, qui, en tout cas, se fait attendre un peu trop longtemps.

Pour une délimitation principielle

18 septembre 1930

Chers camarades,

J'ai bien reçu votre courrier du 30 août et les remarques qui y étaient jointes concernant ma circulaire. Le retard de ma réponse s'explique par le fait que j'ai dû envoyer votre lettre pour la faire traduire en allemand. Si vous pouviez m'écrire depuis Budapest en allemand, cela accélérerait notre correspondance. Si cela représente trop de difficultés pour vous, écrivez en hongrois et je continuerai à envoyer vos lettres à la traduction.

J'ai été fort réjoui d'apprendre, tant par le compte rendu des deux camarades français qu'à travers vos lettres, l'existence d'une organisation de jeunes ouvriers communistes en Hongrie se situant sur les positions de l'Opposition de gauche. Je serai très heureux de rester en contact avec vous.

Pour autant que je puisse en juger d'après vos discussions, il existe encore dans les rangs de l'Opposition hongroise différents courants qui devront nécessairement se séparer pour aller dans des directions différentes, et le plus tôt sera le mieux.

A l'évidence, il n'existe pas encore en Hongrie d'organisation indépendante liée à l'Opposition de droite (comme les brandlériens en Allemagne, le groupe Lovestone en Amérique, le groupe Neurath en Tchécoslovaquie, etc.). De toute évidence, les éléments droitiers se cachent tout simplement sous la bannière de l'Opposition. C'est dangereux.

D'autre part, il y a dans les rangs de l'Opposition un nombre non négligeable d'ultra-gauches et tout simplement d'esprits confus, qui mêlent les idées de droite et comme Korach ou Urbahns en Allemagne, le groupe pragois d'Arthur Pollack, etc

Il est absolument indispensable de se délimiter de ce type d'éléments. Ce n'est possible que sur la base de questions de principes, de caractère tant hongrois qu'international. Il est absolument nécessaire que vous vous informiez de plus près sur la discussion qui s'est menée entre nous, les bolcheviks-léninistes, d'une part, et les droitiers et les ultra-gauches de l'autre. Il faut que les camarades hongrois de l'émigration vous traduisent les documents les plus importants de ces discussions, ou au moins des extraits de ces documents, afin que vous soyez totalement au courant et que vous puissiez participer activement au travail d'ensemble de l'Opposition internationale.

La nécessité d'une délimitation principielle ne signifie bien sûr nullement qu'il faille exclure tout ouvrier qui s'est trompé sur telle ou telle question, ou bien qui exprime des doutes ou des oscillations. Au contraire, nous devons propager nos idées avec la plus grande patience et de façon fraternelle, et donner aux militants de l'organisation et aux sympathisants la possibilité de résoudre chaque question par leur propre réflexion et de parvenir à la conclusion correcte, même après avoir connu des doutes et des oscillations. C'est particulièrement important pour une organisation de jeunesse. La rupture ne doit se produire qu'avec les éléments chez lesquels s'est déjà cristallisée une conception politique opposée à la nôtre et qui n'affluent dans les rangs de l'Opposition que pour y propager leurs conceptions hostiles au marxisme et au léninisme.

Vous écrivez que le parti hongrois officiel est une minuscule secte mais vous ajoutez que votre organisation est une secte plus petite encore. Je crois que c'est à mauvais escient que vous vous intitulez "*secte*". Une organisation peu nombreuse n'est pas pour autant une secte. Si ses méthodes sont *correctes*, elle gagnera tôt ou tard de l'influence sur la classe ouvrière ! Je ne désignerais comme secte qu'une organisation dont la nature est telle qu'elle est condamnée, en raison de ses méthodes *erronées*, à rester à l'écart de la vie et du combat de la classe ouvrière.

Vous avez tout à fait raison de dire que vous n'avez pas le choix et que vous devez prendre à votre compte le travail que le parti officiel ne veut ou ne peut pas accomplir.

Ce serait une absurdité de demander la permission à la bureaucratie stalinienne qui exclut et anéantit les bolchevik-léninistes. Bien entendu, vous devez et devrez combattre de façon autonome pour rassembler les masses sous la bannière du communisme.

Mais il n'en découle nullement la politique de construction d'un deuxième parti ou de la IV^e Internationale. Même si en Hongrie le parti officiel était nettement plus faible que votre organisation, cela ne résoudrait pas le problème, car, vous le dites bien dans votre lettre, cette question se régle à l'échelle internationale. Evidemment, dans chaque pays, les méthodes de l'activité oppositionnelle sont déterminées par les conditions nationales, et surtout par le rapport de forces entre l'Opposition et le parti communiste officiel *du pays en question*.

Je vous envoie ci-joint la copie de ma lettre d'hier à la conférence de l'Opposition allemande, car cette lettre est justement consacrée à la question des rapports de l'Opposition à l'égard du parti officiel, dans un pays où des millions d'ouvriers suivent le parti.

Plusieurs oppositionnels hongrois, selon vos dires, prétendent que le passage direct du féodalisme au socialisme est impensable et que, par conséquent, la république des soviets ne peut aboutir au socialisme, mais seulement au capitalisme. Poser la question ainsi est totalement faux. En Russie, à la veille de la révolution, ce ne sont pas les conditions féodales, mais les conditions capitalistes qui jouaient le rôle principal: sinon, comment aurait-il été possible que se constitue le prolétariat qui s'est révélé capable de conquérir le pouvoir d'Etat ?

Il est tout aussi faux d'affirmer que la Nep mène inévitablement au capitalisme. Cette question ne peut absolument pas être résolue à l'avance: tout dépend des relations entre les différentes forces. Le prolétariat des pays avancés sera contraint, après la prise du pouvoir et pour une période de transition assez longue, de permettre qu'existent des relations de marché, de les organiser de plus en plus et de repousser de la sorte peu à peu la forme marchande de l'économie.

Pour que le *capitalisme d'Etat*, au vrai sens du terme, puisse être établi en Russie, il faudrait que le pouvoir passe aux mains de la bourgeoisie. C'est impensable sans guerre civile. Est-il possible qu'éclate une telle guerre civile ? C'est tout à fait possible ! La politique des bureaucrates staliniens a considérablement affaibli les positions du prolétariat; elle a réduit son esprit révolutionnaire et a en même temps, par une série de mesures erronées, voire absurdes, fait naître au sein de la petite-bourgeoisie une effrayante amertume. Qui remporterait la victoire en cas de guerre civile, on ne peut jamais le dire d'avance. Mais nous devons tout faire pour que ce soit le prolétariat qui l'emporte. Il ne fait aucun doute que, si la bourgeoisie locale, avec l'aide de la bourgeoisie étrangère,

tentait de récupérer tout ce qui lui a été enlevé en octobre 1917, on assisterait au réveil, au sein du prolétariat, d'une puissante énergie révolutionnaire que l'appareil stalinien a étouffée. Dans un tel combat pour les positions d'Octobre, l'appareil stalinien perdrait également sa position dominante. Aider le prolétariat soviétique à venir à bout de ses tâches, tel est le devoir de l'Opposition internationale et en premier lieu de l'Opposition russe.

Malgré tout, une seule chose est juste: l'Union Soviétique n'édifiera pas la société socialiste sans la victoire du prolétariat en Occident, dans les pays avancés. Mais, comme l'existence de l'Union Soviétique rend cette victoire plus facile; le combat pour le renouveau et l'affermissement de la dictature prolétarienne en Russie soviétique est l'une des tâches les plus importantes de l'Opposition communiste.

La situation dans la Ligue

25 septembre 1930

Chers camarades,

J'ai reçu une lettre du camarade Naville datée du 29 dans laquelle il dit, faisant référence aux camarades du C.E.:

"Ils sont unanimes à penser qu'il est absolument nécessaire que je vous contacte sur les questions internationales qui sont d'une particulière importance à Paris. En ce qui concerne la situation de la Ligue, ils pensent que, bien qu'il serait utile pour moi de passer la situation en revue avec vous, il est par ailleurs indispensable que les questions politiques soient présentées et réglées ouvertement à la conférence nationale de l'Opposition française. A présent nous sommes orientés vers la préparation de cette conférence."

Malheureusement le camarade Naville explique la décision de la C.E. au lieu de la citer. Ce qui nuit toujours à la précision. Mais si l'explication est juste, camarades, je ne peux pas vous cacher mon étonnement. A l'initiative du camarade Naville, si je comprends bien, vous avez jugé nécessaire de m'informer que les questions posées dans la Ligue française ne peuvent être réglées que par la Ligue française - sa conférence, son comité exécutif etc. Cela veut dire que vous supposez que je suis capable d'affirmer être capable de résoudre en privé des questions qui ne peuvent être résolues qu'ouvertement dans une conférence nationale. Cette supposition ou, si vous voulez, cette suspicion contredit si ouvertement toutes les idées élémentaires sur la vie organisationnelle que je ne puis que répéter mon étonnement et mon regret de l'avoir pas reçu le texte intégral de votre décision.

Pendant longtemps j'ai poursuivi une correspondance avec le camarade Naville sur la conférence internationale d'avril et j'ai découvert qu'il était nécessaire de s'appesantir longuement sur le caractère inadmissible qu'il y a à résoudre les questions dans les couloirs au lieu de les présenter formellement à l'organisme en question.

La question que j'ai soulignée le plus fortement pendant la dernière visite du camarade Naville n'était pas la question internationale précisément parce que le "contact" personnel ne pouvait pas faire grand chose en ce domaine. La question qui me préoccupait en liaison avec la visite du camarade Naville (en-dehors de mon désir personnel de le voir ici, était celle d'essayer, à travers une intervention tout à fait privée et personnelle de l'aider à atténuer la crise interne qui découle de divergences de méthodes mais qui peut conduire à de très sérieux conflits personnels et à des frictions. Ce n'était pas, je le répète, que je voulais interférer sur les droits de la Ligue, d'aucune façon. C'est la conférence qui doit s'exprimer sur les questions qui lui sont soumises. Mais camarades, il y a aussi la question de la façon dont la conférence est préparée et la façon dont les questions lui sont posées. S'il y a un conflit sérieux mais pas insoluble, s'il y a des deux côtés de la bonne volonté pour éviter les formes les plus décourageantes et les plus démoralisantes de la lutte personnelle, on peut toujours obtenir des résultats qui sont tout à fait préliminaires et provisoires, mais de grande importance. C'est la tâche que je m'étais assignée pour la rencontre en question.

Je puis attester qu'il n'y a pas eu de problème pour la bonne volonté du camarade Molinier. Malheureusement, je ne peux pas en dire autant du camarade Naville.

Votre résolution et l'habitude du camarade Naville au cours de cette dernière période peuvent réellement donner l'impression que je suis intervenu dans ce conflit de ma propre initiative. Alors même que je crois qu'une telle initiative n'aurait nullement été répréhensible je dois souligner le fait que je ne suis intervenu sur cette question qu'à l'initiative des camarades français, avant tout Naville. Il fut l'un de ceux qui m'envoyèrent une lettre avec trois signatures (Naville, Gourget, Gérard) qui m'informait du conflit en termes très généraux. Même ma première impression, basée presque entièrement sur ma correspondance plutôt abondante avec le camarade Naville, fut non seulement extrêmement pénible, mais me permit de prévoir les conséquences réellement désastreuses que ce conflit pouvait avoir pour la jeune organisation. Pour moi, il ne s'agissait pas du destin politique d'un seul camarade qui risquait d'être exclu (une question importante en soi). Il s'agissait des méthodes de la direction de l'organisation que je trouvais bien plus dangereuses que les maux, réels ou imaginaires, qu'elles étaient censées combattre. Je n'ai pas caché mon opinion préliminaire, sommaire, au camarade Naville, mais étant sollicité d'intervenir par lui, j'ai jugé de mon devoir d'obtenir plus d'informations sur l'affaire, c'est-à-dire de prendre contact avec le camarade Molinier sur ces questions. Je dois souligner que tout cet épisode, y compris le voyage du camarade Molinier, a été le résultat de l'initiative du camarade Naville, puisque le camarade Molinier ne m'avait rien écrit auparavant sur le conflit et n'avait pas demandé mon intervention et que je l'invitai de ma propre initiative, exactement comme j'avais invité le camarade Naville avant lui.

Même si le camarade Naville a jugé ultérieurement que mon intervention était une intrusion (ce qui ne signifie pas bien entendu pour moi que j'allais arrêter l'activité que j'avais commencée pour être utile à la Ligue), il n'avait aucune raison de provoquer votre résolution parce que je ne crois pas qu'en m'invitant à intervenir, il avait lui-même empiété ainsi sur les droits et devoirs de la Ligue.

Le camarade Naville écrit: *"Actuellement, la crise interne de la Ligue est un peu localisée"*. Non, au contraire, elle est en voie d'être internationalisée. J'ai pu le vérifier à chaque pas au cours du dernier mois. Dans les derniers jours, j'ai pu le vérifier une fois de plus, dans l'épisode hongrois, la lettre de Landau, etc. Puisque vous croyez que ces questions devraient être réglées ouvertement à la conférence nationale, je n'aurai pas d'autre choix que de suivre votre initiative et de présenter aux membres de la Ligue mon opinion sur l'ensemble de questions, exactement comme j'ai suivi l'initiative du camarade Naville et m'adressant à vous pour cette explication.

Quant à la situation de notre organisation internationale, nous avons élaboré des propositions ici que je considère comme un minimum des réformes nécessaires pour améliorer la situation de compromis existant depuis le mois d'avril. Bien entendu, je serais plus qu'heureux de discuter de nouveau cette question avec le camarade Naville, mais je vous demande d'analyser nos propositions en votre capacité officielle en tant que comité et de nous communiquer votre opinion, afin qu'on puisse plus tard entreprendre le cours nécessaire d'action de façon énergique et en coopération, sous les yeux de toutes les sections, afin d'activer et de normaliser notre travail international.

En ce qui concerne la lettre du camarade Landau et la position prise par le camarade Naville sur des questions à peu près analogues au sujet du conflit interne en Allemagne - je crois nécessaire que la représentation au bureau ou au secrétariat provisoire (?) ne soit pas unilatérale. Si le camarade Naville représente le point de vue de la majorité du C.E., j'estime nécessaire

qu'il y ait une représentation de l'Opposition russe. Naturellement tous peuvent se présenter comme représentants de l'Opposition internationale et agir en plein accord.

Le tournant de l'Internationale Communiste et la situation en Allemagne

26 septembre 1930

1. Les origines du dernier tournant

A notre époque, les tournants tactiques, même très importants, sont absolument inévitables. Ils sont le résultat de tournants abrupts dans la situation objective (instabilité des rapports internationaux; fluctuations brusques et irrégulières de la conjoncture; répercussions brutales des fluctuations économiques au niveau politique; mouvements impulsifs des masses qui ont le sentiment de se trouver dans une situation sans issue, etc.). L'étude attentive des changements dans la situation objective est aujourd'hui une tâche beaucoup plus importante et en même temps infiniment plus difficile qu'avant la guerre, à l'époque du développement "organique" du capitalisme. La direction du parti se trouve maintenant dans la situation d'un chauffeur qui conduit sa voiture sur une route de montagne en lacets. Un tournant pris à contretemps, une trop grande vitesse, font courir aux voyageurs et à la voiture de très graves dangers, qui peuvent être mortels.

La direction de l'Internationale Communiste nous a donné, ces dernières années, des exemples de tournants très brusques. Le dernier en date, nous l'avons observé au cours des derniers mois. Quelle est la raison des tournants de l'Internationale Communiste depuis la mort de Lenine ? Est-ce dû à des changements de la situation objective ? Non. On peut affirmer en toute certitude qu'à partir de 1923, l'Internationale Communiste n'a pris à temps aucun tournant tactique fondé sur une analyse correcte des changements intervenus dans les conditions objectives. Au contraire, chaque tournant est en fait le résultat d'une aggravation insupportable de la contradiction entre la ligne de l'Internationale Communiste et la situation objective. Et nous le constatons encore une fois aujourd'hui.

Le IX^e plenum du Comité exécutif de l'Internationale Communiste, le VI^e Congrès et surtout le X^e plenum s'étaient orientés vers un essor brusque et linéaire de la révolution ("*la troisième période*"), essor que la situation objective à cette époque excluait totalement, après les sévères défaites en Angleterre et en Chine, l'affaiblissement des partis communistes dans le monde entier, et surtout dans les conditions d'expansion commerciale et industrielle que connaissait toute une série de pays capitalistes. Le tournant tactique de l'Internationale Communiste à partir de février 1928 était ainsi en totale contradiction avec le cours réel de l'histoire. Cette contradiction a donné naissance à des tendances aventuristes, à l'isolement prolongé des partis, à leur affaiblissement organisationnel, etc. La direction de l'Internationale Communiste n'a effectué un nouveau tournant qu'en février 1930, lorsque ces phénomènes avaient déjà un caractère nettement menaçant; ce tournant était en retrait et à droite par rapport à la tactique de la "troisième période". Par une ironie du sort, sans pitié pour le suivisme, ce nouveau tournant tactique de l'Internationale Communiste coïncida dans le temps avec un nouveau tournant dans la situation objective. La crise internationale d'une gravité sans précédent ouvre sans doute de nouvelles perspectives de radicalisation des masses et de bouleversements sociaux. C'est précisément dans ces conditions qu'un tournant à gauche était possible et nécessaire : il fallait impulser un rythme rapide à la montée révolutionnaire. Cela aurait été tout à fait correct et nécessaire si, pendant ces trois dernières années, la direction de l'Internationale Communiste avait mis à profit, comme il se devait, la période de reprise économique, doublée du reflux du mouvement révolutionnaire, pour renforcer les positions du parti dans les organisations de masse, et principalement dans les syndicats. Dans ces conditions, le chauffeur aurait pu et aurait dû en 1930 passer de seconde en troisième ou, du moins, se préparer à le faire dans un avenir proche. En fait, on assista au processus inverse. Pour ne pas tomber dans le précipice, le chauffeur dut rétrograder de la troisième qu'il avait passée trop tôt, en seconde; s'il avait suivi une ligne stratégique juste, il aurait été obligé d'accélérer.

Telle est la contradiction flagrante entre les nécessités tactiques et les perspectives stratégiques, dans laquelle, conséquence logique des erreurs de leur direction, se retrouvent aujourd'hui les partis communistes de toute une série de pays.

C'est en Allemagne que cette contradiction se manifeste sous la forme la plus nette et la plus dangereuse. En effet, les dernières élections y ont révélé un rapport de forces tout à fait original, qui est le résultat non seulement des deux périodes de stabilisation en Allemagne depuis la guerre, mais aussi des trois périodes d'erreurs de l'Internationale Communiste.

2. La victoire parlementaire du parti communiste à la lumière des tâches révolutionnaires

Aujourd'hui la presse officielle de l'Internationale Communiste présente les résultats des élections en Allemagne comme une grandiose victoire du communisme; cette victoire mettrait le mot d'ordre "*l'Allemagne des Soviets*" à l'ordre du jour. Les bureaucrates optimistes refusent de réfléchir sur la signification du rapport de forces que révèlent les statistiques électorales. Ils analysent l'augmentation des voix communistes indépendamment des tâches révolutionnaires et des obstacles nés de la situation objective.

Le parti communiste a obtenu environ 4 600 000 voix contre 3 300 000 en 1928. Ce gain de 1 300 000 voix est énorme si l'on se place du point de vue de la mécanique parlementaire "normale", compte tenu de l'augmentation générale du nombre des électeurs. Mais les gains du parti communiste paraissent bien pâles face à la progression fulgurante des fascistes qui passent de 800 000 voix à 6 400 000. Le fait que la social-démocratie, malgré des pertes importantes, ait gardé ses principaux cadres et récolté plus de voix ouvrières que le parti communiste, a une tout aussi grande importance dans l'appréciation des élections.

Pourtant, si l'on cherche quelles sont les conditions intérieures et internationales susceptibles de faire basculer avec le plus de force la classe ouvrière du côté du communisme, on ne peut donner un exemple meilleur que celui de la situation actuelle en Allemagne : le nœud coulant du plan Young, la crise économique, la décadence des dirigeants, la crise du parlementarisme, la façon effrayante dont la social-démocratie au pouvoir se démasque elle-même. La place du Parti Communiste allemand dans la vie sociale du pays, malgré le gain de 1 300 000 voix, demeure faible et disproportionnée du point de vue des conditions historiques concrètes.

La faiblesse des positions du communisme est indissolublement liée à la politique et au fonctionnement interne de l'Internationale Communiste; elle se révèle de manière encore plus criante si nous comparons le rôle social actuel du parti communiste et ses tâches concrètes et urgentes dans les conditions historiques présentes.

Il est vrai que le parti communiste lui-même ne comptait pas sur un tel accroissement. Mais cela prouve qu'avec ses erreurs et ses défaites répétées, la direction du parti communiste a perdu l'habitude des perspectives et des objectifs ambitieux. Hier, elle sous-estimait ses propres possibilités, aujourd'hui elle sous-estime de nouveau les difficultés. Un danger est ainsi multiplié par un autre.

La première qualité d'un authentique parti révolutionnaire est de savoir regarder la réalité en face.

3. Les hésitations de la grande bourgeoisie

A chaque tournant de la route de l'histoire, à chaque crise sociale, il faut encore et toujours réexaminer le problème des rapports existant entre les trois classes de la société actuelle : la grande bourgeoisie avec à sa tête le capital financier, la petite bourgeoisie oscillant entre les deux principaux camps, et, enfin, le prolétariat.

La grande bourgeoisie qui ne constitue qu'une fraction infime de la nation ne peut se maintenir au pouvoir sans appui dans la petite bourgeoisie de la ville et de la campagne, c'est-à-dire parmi les derniers représentants des anciennes couches moyennes, et dans les masses qui constituent aujourd'hui les nouvelles couches moyennes. A l'heure actuelle, cet appui revêt deux formes principales, politiquement antagoniques, mais historiquement complémentaires : la social-démocratie et le fascisme. En la personne de la social-démocratie, la petite bourgeoisie, qui est à la remorque du capital financier, entraîne derrière elle des millions de travailleurs.

Divisée, la *grande bourgeoisie allemande* hésite aujourd'hui. Les désaccords internes ne portent que sur le choix du traitement à appliquer aujourd'hui à la crise sociale. La thérapeutique sociale-démocrate rebute une partie de la grande bourgeoisie, parce que ses résultats ont un caractère incertain et qu'elle risque d'entraîner de trop grands frais généraux (impôts, législation sociale, salaires). L'intervention chirurgicale fasciste apparaît à l'autre partie trop risquée et non justifiée par la situation. En d'autres termes, la bourgeoisie financière dans son ensemble hésite quant à l'appréciation de la situation, car elle ne trouve pas encore de raisons suffisantes pour proclamer l'avènement de sa "troisième période", où la social-démocratie doit céder impérativement la place au fascisme; de plus, chacun sait que lors du règlement de comptes général, la social-démocratie sera récompensée pour les services rendus par un pogrome général. Les hésitations de la grande bourgeoisie - vu l'affaiblissement de ses principaux partis - entre la social-démocratie et le fascisme sont le symptôme le plus manifeste d'une situation pré-révolutionnaire. Il est évident que ces hésitations cesseraient sur-le-champ, dès l'apparition d'une situation réellement révolutionnaire.

4. La petite bourgeoisie et le fascisme

Pour que la crise sociale puisse déboucher sur la révolution prolétarienne, il est indispensable, en dehors des autres conditions, que les classes petites bourgeoises basculent de façon décisive du côté du prolétariat. Cela permet au prolétariat de prendre la tête de la nation, et de la diriger.

Les dernières élections révèlent une poussée inverse, et c'est là que réside leur valeur symptomatique essentielle. Sous les coups de la crise, la petite bourgeoisie a basculé non du côté de la révolution prolétarienne, mais du côté de la réaction impérialiste la plus extrémiste, en entraînant des couches importantes du prolétariat.

La croissance gigantesque du national-socialisme traduit deux faits essentiels : une crise sociale profonde, arrachant les masses petites bourgeoises à leur équilibre, et l'absence d'un parti révolutionnaire qui, dès à présent, jouerait aux yeux des masses un rôle de dirigeant révolutionnaire reconnu. Si le parti communiste est le parti de l'espoir révolutionnaire, le fascisme en tant que mouvement de masse est le parti du désespoir contre-révolutionnaire. Lorsque l'espoir révolutionnaire s'empare de la masse entière du prolétariat, ce dernier entraîne inmanquablement à sa suite, sur le chemin de la révolution, des couches importantes et toujours plus larges de la petite bourgeoisie. Or, dans ce domaine, les élections donnent précisément l'image opposée : le désespoir contre-révolutionnaire s'est emparé de la masse petite bourgeoise avec une force telle qu'elle a entraîné à sa suite des couches importantes du prolétariat.

Comment peut-on expliquer cela ? Dans le passé nous avons observé (Italie, Allemagne) un brusque renforcement du fascisme, victorieux ou du moins menaçant, à la suite d'une situation révolutionnaire épuisée ou manquée, à l'issue d'une crise révolutionnaire, au cours de laquelle l'avant-garde prolétarienne avait révélé son incapacité à prendre la tête de la nation, pour transformer le sort de toutes les classes, y compris celui de la petite bourgeoisie. C'est précisément cela qui a fait la force énorme du fascisme en Italie. Mais aujourd'hui en Allemagne, il ne s'agit pas de l'issue d'une situation révolutionnaire mais de son approche. Les fonctionnaires dirigeants du parti, optimistes par fonction, en tirent la conclusion que le fascisme arrivé "trop tard" est condamné à une défaite rapide et inévitable (*Die Rote Fahne*). Ces gens ne veulent rien apprendre. Le fascisme arrive "trop tard", si l'on se réfère aux crises révolutionnaires passées. Mais il apparaît assez tôt - à l'aube - pour la nouvelle crise révolutionnaire.

Qu'il ait eu la possibilité d'occuper une position de départ aussi forte à la veille d'une période révolutionnaire, et non à son terme, ne constitue pas le point faible du fascisme mais le point faible du communisme. La petite bourgeoisie, par conséquent, n'a pas besoin de nouvelles désillusions quant à la capacité du parti communiste à améliorer son sort; elle s'appuie sur l'expérience du passé, elle se souvient des leçons de l'année 1923, des bonds capricieux du cours ultra-gauche de Maslov-Thaelmann, l'impuissance opportuniste du même Thaelmann, le bavardage de la "troisième période", etc. Enfin, et c'est l'essentiel, sa méfiance pour la révolution prolétarienne se nourrit de la méfiance que des millions d'ouvriers sociaux-démocrates éprouvent à l'égard du parti communiste. La petite bourgeoisie, même si les événements l'ont complètement arrachée à l'ornière conservatrice, ne peut se tourner du côté de la révolution sociale que si cette dernière a la sympathie de la majorité des ouvriers. Cette condition très importante fait précisément défaut en Allemagne, et ce n'est pas par hasard.

La déclaration programmatique du Parti Communiste allemand avant les élections était entièrement et uniquement consacrée au fascisme en tant qu'ennemi principal. Cependant le fascisme est sorti vainqueur des élections, ayant rassemblé non seulement des millions d'éléments semi-prolétariens, mais aussi des centaines de milliers d'ouvriers de l'industrie. Cela montre que, malgré la victoire parlementaire du parti communiste, la révolution prolétarienne a subi globalement dans ces élections une grave défaite, qui

n'est évidemment pas décisive, mais qui est préliminaire, et qui doit servir d'avertissement et de mise en garde. Elle peut devenir décisive, et le deviendra inévitablement, si le parti communiste n'est pas capable d'apprécier sa victoire parlementaire partielle en liaison avec cette défaite "préliminaire" de la révolution, et d'en tirer toutes les conclusions nécessaires.

Le fascisme est devenu en Allemagne un danger réel; il est l'expression de l'impasse aiguë du régime bourgeois, du rôle conservateur de la social-démocratie face à ce régime, et de la faiblesse accumulée du parti communiste, incapable de renverser ce régime. Qui nie cela est un aveugle ou un fanfaron.

En 1923, Brandler, en dépit de tous nos avertissements, surestimait monstrueusement les forces du fascisme. De cette appréciation fausse du rapport des forces est née une politique défensive, faite d'attente, de dérobade et de lâcheté. C'est ce qui a perdu la révolution. De tels événements ne sont pas sans laisser de traces dans la conscience de toutes les classes de la nation. La surestimation du fascisme par la direction communiste a créé l'une des causes du renforcement ultérieur du fascisme. L'erreur inverse, c'est-à-dire la sous-estimation du fascisme par la direction actuelle du parti communiste, peut mener la révolution à une défaite encore plus grave pour de longues années.

La question du rythme de développement qui, évidemment, ne dépend pas uniquement de nous, confère à ce danger une acuité particulière. Les poussées de fièvre enregistrées par la courbe des températures politiques et révélées lors des élections, permettent de penser que le rythme du développement de la crise nationale peut être très rapide. En d'autres termes, le cours des événements peut, dans un avenir très proche, faire resurgir en Allemagne, à une nouvelle hauteur historique, la vieille contradiction tragique entre la maturité de la situation révolutionnaire d'une part, la faiblesse et la carence stratégique du parti révolutionnaire d'autre part. Il faut le dire clairement, ouvertement et, surtout, suffisamment tôt.

5. Le parti communiste et la classe ouvrière.

Ce serait une erreur monstrueuse de se consoler en se disant que le parti bolchevique qui, en avril 1917, après l'arrivée de Lenine, commençait à se préparer à la conquête du pouvoir, avait moins de 80 000 membres et entraînait à sa suite, même à Pétrograd, à peine le tiers des ouvriers et une partie encore plus faible des soldats. La situation en Russie était tout à fait différente. Ce n'est qu'en mars que les partis révolutionnaires étaient sortis de la clandestinité, après trois années d'interruption de la vie politique, même étouffée, qui existait avant la guerre. Pendant la guerre la classe ouvrière s'était renouvelée approximativement pour 40%. La masse écrasante du prolétariat ne connaissait pas les bolcheviks, n'avait même jamais entendu parler d'eux. Le vote pour les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, en mars et en juin, était simplement l'expression de ses premiers pas hésitants après son réveil. Dans ce vote, il n'y avait pas l'ombre d'une déception à l'égard des bolcheviks ou d'une méfiance accumulée, qui ne peut être que le résultat des erreurs du parti, vérifiées concrètement par les masses. Au contraire, chaque jour de l'expérience révolutionnaire de 1917 détachait les masses des conciliateurs et les poussait du côté des bolcheviks. D'où la croissance tumultueuse, irrésistible du parti et surtout de son influence.

Fondamentalement, la situation en Allemagne diffère sur ce point et sur beaucoup d'autres. L'apparition sur la scène politique du Parti Communiste allemand ne date pas d'hier, ni d'avant-hier. En 1923, la majorité de la classe ouvrière était derrière lui, ouvertement ou non. En 1924, dans une période de reflux, il recueillait 3 600 000 voix, c'est-à-dire un pourcentage de la classe ouvrière supérieur à celui d'aujourd'hui. Ce qui signifie que les ouvriers qui sont restés avec la social-démocratie, comme ceux qui ont voté cette fois-ci pour les nationaux-socialistes, ont agi ainsi non par simple ignorance, non parce que le réveil date seulement d'hier, non parce qu'ils ne savent pas encore ce qu'est le parti communiste, mais parce qu'ils *ne croient pas* en lui sur la base de leur propre expérience de ces dernières années.

Il ne faut pas oublier qu'en février 1928 le IX^e plenum du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a donné le signal d'une lutte renforcée, extraordinaire et implacable, contre les "sociaux-fascistes". La social-démocratie allemande, durant presque toute cette période, était au pouvoir, et chacune de ses actions révélait aux masses son rôle criminel et infâme. Une crise économique gigantesque couronna le tout. Il est difficile d'imaginer des conditions plus favorables à l'affaiblissement de la social-démocratie. Pourtant, cette dernière a dans l'ensemble maintenu ses positions. Comment expliquer ce fait surprenant ? Par le seul fait que la direction du parti communiste a aidé par toute sa politique la social-démocratie, en la soutenant sur sa gauche.

Cela ne signifie nullement que le vote de cinq à six millions d'ouvriers et d'ouvrières pour la social-démocratie exprime leur confiance pleine et entière à son égard. Il ne faut pas prendre les ouvriers sociaux-démocrates pour des aveugles. Ils ne sont pas si naïfs quant à leurs dirigeants, mais ils ne voient pas d'autre issue dans la situation actuelle. Nous parlons, évidemment, des simples ouvriers, et non de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières. La politique du parti communiste ne leur inspire pas confiance, non parce que le parti communiste est un parti révolutionnaire, mais parce qu'ils ne croient pas qu'il puisse remporter une victoire révolutionnaire et ne veulent pas risquer leur tête en vain. En votant, le cœur serré, pour la social-démocratie, ces ouvriers ne lui manifestent pas leur confiance; par contre ils expriment leur méfiance envers le parti communiste. C'est en cela que réside l'énorme différence entre la situation des communistes allemands et celle des bolcheviks russes en 1917.

Mais, les difficultés ne se limitent pas à ce problème. Une méfiance sourde à l'égard de la direction s'est accumulée à l'intérieur du parti et surtout chez les ouvriers qui le soutiennent ou simplement votent pour lui. Ce qui accroît ce qu'on appelle la "disproportion" entre l'influence du parti et ses effectifs; en Allemagne, une telle disproportion existe sans aucun doute, elle est particulièrement nette au niveau du travail dans les syndicats. L'explication officielle de la disproportion est à ce point erronée que le parti n'est pas en mesure de "renforcer" au niveau organisationnel son influence. La masse y est considérée comme un matériau purement passif, dont l'adhésion ou la non-adhésion au parti dépend uniquement de la capacité du secrétaire à forcer la main à chaque ouvrier. Le bureaucrate ne comprend pas que les ouvriers ont leur propre pensée, leur propre expérience, leur propre volonté et leur propre politique active ou passive à l'égard du parti. En votant pour le parti, l'ouvrier vote pour son drapeau, pour la Révolution d'Octobre, pour sa révolution future. Mais, en refusant d'adhérer au parti communiste ou de le suivre dans la lutte syndicale, il exprime sa méfiance envers la politique quotidienne du parti. Cette "disproportion" est en fin de compte un des canaux par où s'exprime la méfiance des masses envers la direction actuelle de l'Internationale Communiste. Et cette méfiance, créée et renforcée par les erreurs, les défaites, le bluff et les tromperies cyniques des masses de 1923 à 1930, représente l'un des principaux obstacles sur la route de la victoire de la révolution prolétarienne.

Sans confiance en soi, le parti ne gagnera pas la classe. S'il ne gagne pas le prolétariat, il n'arrachera pas les masses petites bourgeoises au fascisme. Ces deux faits sont indissolublement liés.

6. Retour à la "deuxième période" ou en avant, une nouvelle fois, vers la "troisième période" ?

Si l'on adopte la terminologie officielle du centrisme, il faut formuler le problème de la manière suivante. La direction de l'Internationale Communiste a imposé aux sections nationales la tactique de la "troisième période", c'est-à-dire la tactique de soulèvement révolutionnaire immédiat, à une époque (1928) qui se caractérisait essentiellement par des traits de la "deuxième période" : stabilisation de la bourgeoisie, reflux et déclin de la révolution. Le tournant qui s'est opéré en 1930 marquait le refus de la tactique de la "troisième période" et un retour à la tactique de la "deuxième période". Alors que ce tournant faisait son chemin dans l'appareil bureaucratique, des symptômes très importants témoignaient clairement, au moins en Allemagne, du rapprochement effectif de la "troisième période". Cela ne prouve-t-il pas la nécessité d'un nouveau tournant vers la tactique de la "troisième période", qui vient juste d'être abandonnée ?

Nous recourons à ces termes pour rendre plus accessible l'énoncé du problème à ceux dont la conscience est encombrée par la méthodologie et la terminologie de la bureaucratie centrisme. Mais en aucun cas nous ne faisons nôtre cette terminologie qui masque la combinaison du bureaucratisme stalinien avec la métaphysique boukharinienne. Nous rejetons la conception apocalyptique de la "troisième" période en tant que dernière : leur nombre jusqu'à la victoire du prolétariat est une question de rapport de forces et de changements dans la situation; tout ceci ne peut être vérifié qu'au travers de l'action. Mais nous rejetons l'essence même du schématisme stratégique, avec ses périodes numérotées. Il n'y a pas de tactique abstraite, mise au point à l'avance, que ce soit pour la "deuxième" ou la "troisième" période. Naturellement on ne peut arriver à la victoire et à la conquête du pouvoir sans soulèvement armé. Mais comment arriver au soulèvement ?

Les méthodes et le rythme de mobilisation des masses dépendent non seulement de la situation objective en général, mais aussi et avant tout, de l'état dans lequel se trouve le prolétariat au début de la crise sociale dans le pays, des rapports entre le parti et la classe, entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, etc. L'état du prolétariat au seuil de la "troisième période" dépend à son tour de la tactique appliquée par le parti dans la période précédente.

Le changement tactique normal et naturel, correspondant au tournant actuel dans la situation en Allemagne, aurait dû être une accélération du rythme, une progression des mots d'ordre et des méthodes de lutte. Mais ce tournant tactique n'aurait été normal et naturel que si le rythme et les mots d'ordre de la lutte d'hier avaient correspondu aux conditions de la période précédente. Mais il n'en était pas question. La contradiction aiguë entre la politique ultra-gauche et la stabilisation de la situation est l'une des causes du tournant tactique. C'est pourquoi, au moment où le nouveau tournant de la situation objective, parallèlement au regroupement général défavorable des forces politiques, a apporté au communisme un fort gain de voix, le parti s'avère stratégiquement et tactiquement plus désorienté, embarrassé et dérouté qu'il ne l'a jamais été.

Pour expliquer la contradiction dans laquelle est tombé le Parti Communiste allemand, comme la majorité des autres sections de l'Internationale Communiste, mais beaucoup plus profondément qu'elles, prenons la comparaison la plus simple. Pour sauter une barrière, il faut d'abord prendre son élan en courant. Plus la barrière est haute, plus il importe de commencer à courir à temps, ni trop tard ni trop tôt, pour atteindre l'obstacle avec la force nécessaire. Cependant, depuis février 1928, et surtout depuis juin 1929, le Parti communiste allemand n'a fait que prendre son élan. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le parti ait commencé à s'essouffler et à traîner des pieds. L'Internationale Communiste donna enfin un ordre : "ralentissez !". Mais à peine le parti hors d'haleine avait-il retrouvé une allure plus normale, qu'apparemment surgissait devant lui une barrière non imaginaire, bien réelle, qui risquait d'exiger un saut révolutionnaire. La distance suffirait-elle pour prendre de l'élan ? Fallait-il renoncer au tournant et le remplacer par un contre-tournant ? - telles sont les questions tactiques et stratégiques qui se posent au parti allemand dans toute leur acuité.

Pour que les cadres dirigeants du parti soient à même de trouver une réponse correcte à ces questions, ils doivent avoir la possibilité d'apprécier le chemin à suivre, en liaison avec l'analyse de la stratégie des dernières années et de ses conséquences, telles qu'elles sont apparues aux élections. Si, faisant contrepoids à cela, la bureaucratie réussissait par ses cris de victoire à étouffer la voix de l'autocritique politique, le prolétariat serait inévitablement entraîné dans une catastrophe plus effroyable que celle de 1923.

7. Les variantes possibles du développement ultérieur

La situation révolutionnaire, qui pose au prolétariat le problème immédiat de la conquête du pouvoir, est composée d'éléments objectifs et subjectifs, qui sont liés entre eux et se conditionnent mutuellement dans une large mesure. Mais cette interdépendance est relative. La loi du développement inégal s'applique aussi entièrement aux facteurs de la situation révolutionnaire. Le développement insuffisant de l'un d'eux peut conduire à l'alternative suivante : soit la situation révolutionnaire ne parviendra même pas à l'explosion et se résorbera, soit, parvenue à l'explosion, elle se terminera par la défaite de la classe révolutionnaire. Quelle est, à cet égard, la situation en Allemagne aujourd'hui ?

1. Nous sommes indubitablement en présence d'une crise nationale profonde (économie, situation internationale). La voie normale du régime parlementaire bourgeois n'offre aucune issue.

2. La crise politique de la classe dominante et de son système de gouvernement est absolument incontestable. Ce n'est pas une crise parlementaire mais la crise de la domination de classe de la bourgeoisie.

3. Cependant la classe révolutionnaire est encore profondément divisée par des contradictions internes. Le renforcement du parti révolutionnaire au détriment du parti réformiste en est à son tout début et se produit, pour le moment encore, à un rythme qui est loin de correspondre à la profondeur de la crise.

4. Dès le début de la crise, la petite bourgeoisie a occupé une position qui menace le système actuel de domination du capital, mais qui est en même temps mortellement hostile à la révolution prolétarienne.

En d'autres termes, nous sommes en présence des conditions objectives fondamentales de la révolution prolétarienne; une de ses conditions politiques existe (l'état de la classe dirigeante); l'autre condition politique (l'état du prolétariat) ne fait que commencer à évoluer dans le sens de la révolution, mais, du fait de l'héritage du passé, ne peut pas évoluer rapidement; enfin, la troisième condition politique (l'état de la petite bourgeoisie) penche non du côté de la révolution prolétarienne mais du côté de la contre-

révolution bourgeoise. Cette dernière condition n'évoluera dans un sens favorable que si des changements radicaux interviennent au sein même du prolétariat, c'est-à-dire si la social-démocratie est liquidée politiquement. Nous sommes confrontés ainsi à une situation profondément contradictoire. Certaines de ses composantes mettent à l'ordre du jour la révolution prolétarienne; mais d'autres excluent toute possibilité de victoire dans une période très proche, car elles impliquent une profonde modification préalable du rapport des forces politiques.

Théoriquement, on peut imaginer certaines variantes dans l'évolution ultérieure de la situation actuelle en Allemagne ces variantes dépendent autant de causes objectives, dont la politique des ennemis de classe, que de l'attitude du parti communiste lui-même. Indiquons schématiquement quatre variantes possibles du développement.

1. Le parti communiste effrayé par sa propre stratégie (la troisième période), avance à tâtons, avec la plus grande prudence, en cherchant à éviter toute action risquée; il laisse échapper sans combat une situation révolutionnaire. Ce sera, la répétition sous une autre forme de la politique de Brandler en 1921-1923. Les brandlériens et les semi-brandlériens l'intérieur et à l'extérieur du parti pousseront dans cette direction, qui reflète la pression de la social-démocratie.

2. Sous l'influence de son succès aux élections, le parti effectue, au contraire, un tournant brutal à gauche, se lançant dans une lutte directe pour le pouvoir et, devenu le parti d'une minorité active, subit une défaite catastrophique. Le fascisme, l'agitation criarde et imbécile de l'appareil, qui n'élève en rien la conscience des masses, mais au contraire l'obscurcit, le désespoir et l'impatience d'une partie de la classe ouvrière, et surtout de la jeunesse en chômage, tout cela pousse dans cette direction.

3. Il est possible aussi que la direction, sans renoncer à quoi que ce soit, s'efforce de trouver empiriquement une voie intermédiaire entre les deux premières variantes et accomplisse ainsi une nouvelle série d'erreurs; mais elle mettra tant de temps à surmonter la méfiance des masses prolétariennes et semi-prolétariennes que, pendant ce même temps, les conditions objectives auront le temps d'évoluer dans un sens défavorable pour la révolution, cédant la place à une nouvelle période de stabilisation. Le parti allemand est poussé avant tout dans cette direction éclectique, qui allie un suivisme général à un aventurisme dans des cas particuliers, par la direction stalinienne de Moscou qui redoute de prendre une position claire et se prépare à l'avance un alibi, c'est-à-dire la possibilité de rejeter sur les "exécutants" la responsabilité, à droite ou à gauche selon les résultats. C'est une politique que nous connaissons bien, qui sacrifie les intérêts historiques internationaux du prolétariat aux intérêts de "prestige" de la direction bureaucratique. Les présupposés théoriques d'une telle orientation sont déjà donnés dans la *Pravda* du 16 septembre.

4. Terminons par la variante la plus favorable ou plus exactement la seule favorable : grâce à l'effort de ses éléments les meilleurs et les plus conscients, le parti allemand se rend pleinement compte de toutes les contradictions de la situation actuelle. Par une politique juste, audacieuse et souple, le parti a encore le temps, à partir de la situation actuelle, d'unir la majorité du prolétariat et d'obtenir que les masses semi-prolétariennes et les couches les plus exploitées de la petite bourgeoisie changent de camp. L'avant-garde prolétarienne en tant que dirigeant de la nation des travailleurs et des opprimés, accède à la victoire. La tâche des bolcheviks-léninistes (de l'Opposition de gauche) est d'aider le parti à orienter sa politique dans cette voie.

Il serait tout à fait inutile de chercher à deviner laquelle de ces variantes a le plus de chances de se réaliser dans une proche période. C'est en luttant et non en se livrant à des conjectures qu'on résout de telles questions.

Une lutte idéologique implacable contre la direction centriste de l'Internationale Communiste est un élément indispensable de ce combat. Moscou a déjà donné le signal d'une politique de prestige bureaucratique, qui couvre les erreurs passées et prépare les erreurs de demain, par ses cris hypocrites sur le nouveau triomphe de la ligne.

Tout en exagérant de façon invraisemblable la victoire du parti, en minimisant de façon non moins invraisemblable les difficultés et en interprétant même le succès des fascistes comme un facteur positif de la révolution prolétarienne, la *Pravda* émet cependant une petite réserve. "*Les succès du parti ne doivent pas lui tourner la tête.*" La politique perfide de direction stalinienne est ici encore fidèle à elle-même. L'analyse de la situation est faite dans l'esprit de l'ultra-gauchiste non critique. Ce qui pousse consciemment le parti sur la voie de l'aventurisme. En même temps, Staline se prépare un alibi avec la phrase rituelle sur "*le vertige du succès*". C'est précisément cette politique à courte vue et sans scrupule qui peut perdre la révolution allemande.

8. Où est l'issue ?

Ci-dessus, nous avons donné une analyse sans aucune enjolivure ni indulgence des difficultés et des dangers qui relèvent entièrement de la sphère politique subjective; ils découlent principalement des erreurs et des crimes de la direction des épigones et, aujourd'hui, compromettent manifestement la nouvelle situation révolutionnaire qui, à notre avis, est en train de se créer. Les fonctionnaires soit ignoreront notre analyse, soit renouvelleront leurs stocks d'injures. Mais il ne s'agit pas de ces fonctionnaires incurables, mais du sort du prolétariat allemand. Dans le parti, y compris dans l'appareil, il y a bon nombre de gens qui observent et réfléchissent, et que le caractère aigu de la situation forcera à réfléchir demain avec une intensité redoublée. C'est à eux que nous destinons notre analyse et nos conclusions.

Toute situation de crise contient des facteurs importants d'indétermination. Les états d'esprit, les opinions et les forces, aussi bien hostiles qu'alliées, se forment dans le processus même de la crise. Il est impossible de les prévoir à l'avance de façon mathématique. Il faut les mesurer dans la lutte, par la lutte, et apporter à sa politique les corrections nécessaires en se fondant sur ces mesures tirées de la vie.

Peut-on estimer à l'avance la force de la résistance conservatrice des ouvriers sociaux-démocrates ? Non. A la lumière des événements des dernières années cette force apparaît gigantesque. Mais le fond du problème est que la politique erronée du parti, qui a trouvé son expression la plus achevée dans la théorie absurde du social-fascisme, est ce qui a le plus favorisé la cohésion de la social-démocratie. Pour mesurer la capacité réelle de résistance de la social-démocratie, il faut trouver un autre instrument de mesure, c'est-à-dire que les communistes se donnent une tactique correcte. Si cette condition est remplie - et ce n'est pas une mince condition - on découvrira à relativement court terme, à quel point la social-démocratie est rongée de l'intérieur.

Ce qui a été dit ci-dessus s'applique également au fascisme, mais sous une autre forme. Il s'est développé dans des conditions différentes, grâce au levain de la stratégie zinovievo-stalinienne. Quelle est sa force offensive ? Quelle est sa stabilité ? A-t-il atteint son point culminant, comme nous l'affirment les optimistes de profession, ou en est-il seulement à ses premiers pas ? Il est impossible de le prédire mécaniquement. On ne peut le déterminer qu'à travers l'action. C'est précisément à l'égard du fascisme, qui est un rasoir dans les mains de l'ennemi de classe, qu'une politique erronée du parti communiste peut, dans un délai très court,

conduire à un résultat fatal. Par ailleurs, une politique juste peut - il est vrai à beaucoup plus long terme - miner les positions du fascisme.

Lors des crises du régime, le parti révolutionnaire est beaucoup plus fort dans la lutte de masse extra-parlementaire, que dans le cadre du parlementarisme. A une seule condition cependant : qu'il comprenne correctement la situation et qu'il soit capable de lier pratiquement les besoins réels des masses aux tâches de la conquête du pouvoir. Actuellement, tout se ramène à cela.

Aussi ce serait une très grave erreur de ne voir dans situation allemande actuelle que des difficultés et des dangers. Non, la situation offre également d'énormes possibilités à condition qu'elle soit analysée en profondeur et utilisée directement.

Que faut-il pour cela ?

1. Un tournant forcé "*à droite*", alors que la situation évolue "*à gauche*", demande un examen attentif, consciencieux et habile de l'évolution ultérieure des autres composantes de la situation.

Il faut rejeter immédiatement l'opposition abstraite entre méthodes de la deuxième et de la troisième période. Il faut prendre la situation comme elle est, avec toutes ses contradictions et dans la dynamique vivante de son développement. Il faut s'adapter attentivement aux changements réels de cette situation, et agir sur elle dans le sens de son développement effectif et non par complaisance pour les schémas de Molotov ou Kuusinen.

S'orienter dans la situation est la tâche la plus difficile la plus importante. On ne peut s'en acquitter par des méthodes bureaucratiques. Les statistiques, aussi importantes soient-elles sont insuffisantes pour cet objectif. Il faut être quotidiennement à l'écoute en profondeur du prolétariat et des travailleurs en général. Il faut non seulement mettre en avant des mots d'ordre vitaux et entraînants, mais aussi se soucier de la manière dont ils sont repris par les masses. Seul un parti qui a partout des dizaines de milliers d'antennes, qui recueille leurs témoignages, qui examine tous les problèmes et qui élabore activement une position collective, peut atteindre un tel objectif.

2. Le fonctionnement interne du parti est indissolublement lié à ce problème. Des gens désignés par Moscou indépendamment de la confiance ou de la méfiance du parti à leur égard, ne peuvent mener les masses à l'assaut de la société capitaliste. Plus le régime actuel du parti est artificiel, plus profonde sera la crise au jour et à l'heure de la décision. De tous les "tournants", le plus urgent et le plus nécessaire concerne le régime interne du parti. C'est une question de vie ou de mort.

3. Le changement du régime du parti est une condition mais aussi une conséquence du changement d'orientation. L'un est impensable sans l'autre. Le parti doit s'arracher à cette atmosphère hypocrite, conventionnelle, où l'on passe sous silence les idéaux réels et où l'on glorifie des valeurs fictives, en un mot à l'atmosphère pernicieuse du stalinisme, qui est le résultat non pas d'une influence idéologique et politique, mais d'une grossière dépendance matérielle de l'appareil et des méthodes de commandement qui en découlent.

Pour arracher le parti à sa prison bureaucratique, il est indispensable de vérifier globalement la "*ligne générale*" de la direction allemande, depuis 1923 et même depuis les journées de mars 1921. L'opposition de gauche a donné, dans une série de documents et de travaux théoriques, son appréciation sur toutes les étapes de la politique officielle funeste de l'Internationale Communiste. Cette critique doit devenir un des acquis du parti. Il ne réussira pas à l'éluder ni à la passer sous silence. Le parti ne s'élèvera pas à la hauteur de ses tâches grandioses sans une libre appréciation de son présent à lumière de son passé.

4. Si le parti communiste, malgré des conditions extraordinairement favorables, s'est révélé impuissant à ébranler sérieusement l'édifice social-démocrate avec la formule du "*social-fascisme*", par contre le fascisme réel menace maintenant ce même édifice non avec les formules purement verbales d'un radicalisme fictif, mais avec les formules chimiques des explosifs. Pour vraie que soit l'affirmation selon laquelle la social-démocratie a préparé par toute sa politique l'épanouissement du fascisme, il n'en reste pas moins vrai que le fascisme une menace mortelle surtout pour cette même social-démocratie, dont toute la splendeur est indissolublement liée aux formes et aux méthodes de l'état démocratique, parlementaire et pacifiste.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants de la social-démocratie et une mince couche de l'aristocratie ouvrière préfère en dernière instance une victoire du fascisme à la dictature révolutionnaire du prolétariat. Mais précisément, l'imminence de ce choix est à l'origine des immenses difficultés que connaît la direction social-démocrate face à ses propres ouvriers. La politique de front unique des ouvriers contre le fascisme découle de toute la situation. Elle offre au parti communiste d'énormes possibilités. Mais la condition du succès réside dans l'abandon de la pratique et de la théorie du "*social-fascisme*" dont la nocivité devient dangereuse dans les conditions actuelles.

La crise sociale provoquera inévitablement de profondes fissures dans l'édifice social-démocrate. La radicalisation des masses touchera également les ouvriers sociaux-démocrates bien avant qu'ils cessent d'être des sociaux-démocrates. Il nous faudra inévitablement conclure avec les différentes organisations et fractions sociales-démocrates des accords contre le fascisme, en posant aux dirigeants des conditions précises devant les masses. Seuls des opportunistes apeurés, alliés de Tchang-Kai-Chek et Wan-Jing-Wei, peuvent se lier les à l'avance contre ces accords par une obligation formelle. Il faut abandonner les déclarations creuses des fonctionnaires contre le front unique, pour revenir à la politique unique telle qu'elle fut formulée par Lenine et toujours appliquée par les bolcheviks, et tout particulièrement en 1917.

5. Le problème du chômage est l'un des éléments les plus importants de la crise politique actuelle. La lutte contre la capitaliste et pour la journée de travail de 7 heures reste toujours à l'ordre du jour. Mais seul le mot d'ordre de coopération large et systématique avec l'URSS peut porter cette lutte à la hauteur des tâches révolutionnaires. Dans sa déclaration programmatique pour les élections, le Comité central du parti allemand déclare qu'après leur arrivée au pouvoir les communistes mettront au point une coopération avec l'URSS. Cela ne fait aucun doute. Mais il faut pas opposer la perspective historique aux tâches politiques de l'heure. C'est dès aujourd'hui qu'il faut mobiliser ouvriers et, en premier lieu, les chômeurs, sous le mot de large coopération économique avec la République des Soviets. Le Gosplan de l'URSS doit élaborer avec la participation des communistes et des spécialistes allemands, un plan de coopération économique qui, partant du chômage se développe en une coopération générale, englobant les principales branches de l'économie. Le problème n'est pas de promettre une réorganisation de l'économie après la prise du pouvoir, mais d'arriver au pouvoir. Le problème n'est pas promettre une coopération entre l'Allemagne soviétique mais de gagner aujourd'hui les masses à cette coopération en la liant étroitement à la crise et au chômage et en développant en un plan gigantesque de réorganisation sociale des deux pays.

6. La crise politique en Allemagne remet en question le régime que le traité de Versailles a instauré en Europe. Le Comité central du Parti Communiste allemand dit qu'une fois au pouvoir, le prolétariat allemand liquidera les documents de Versailles. Et c'est tout? L'abolition du traité Versailles serait ainsi la plus haute conquête de la révolution prolétarienne ! Par quoi sera-t-il

remplacé? Cette manière négative de poser le problème rapproche le parti des nationaux-socialistes. Etats unis soviétiques d'Europe, voilà le seul mot d'ordre correct apportant une solution au morcellement de l'Europe, qui menace non seulement l'Allemagne mais aussi l'Europe entière d'une décadence économique et culturelle totale.

Le mot d'ordre d'unification prolétarienne de l'Europe en même temps une arme très importante dans la lutte contre le chauvinisme abject des fascistes, contre leur croisade contre la France. La politique la plus dangereuse et la plus incorrecte est celle qui consiste à s'adapter passivement à l'ennemi, à se faire passer pour lui. Aux mots d'ordre de désespoir national et de folie nationale, il faut opposer les mots d'ordre qui proposent une solution internationale. Mais pour cela, il est indispensable de nettoyer le parti du poison du national-socialisme dont l'élément essentiel est la théorie du socialisme dans seul pays.

Pour condenser tout ce qui a été dit ci-dessus en une formule simple, posons la question de la manière suivante : la tactique du Parti Communiste allemand doit-elle, dans la période immédiate, être placée sous le signe de l'offensive ou la défensive ? A cela nous répondons : de la défensive.

Si l'affrontement avait lieu aujourd'hui, conséquence de l'offensive du parti communiste, l'avant-garde prolétarienne se briserait contre le bloc constitué par l'Etat et le fascisme, la majorité de la classe ouvrière se cantonnant dans une neutralité craintive et perplexe, la petite bourgeoisie, quant à elle soutenant dans sa majorité directement le fascisme.

Une position défensive implique une politique de rapprochement avec la majorité de la classe ouvrière allemande et le front unique avec les ouvriers sociaux-démocrates et sans parti contre le danger fasciste.

Nier ce danger, le minimiser, le traiter à la légère est le plus grand crime que l'on puisse commettre aujourd'hui contre la révolution prolétarienne en Allemagne.

Que va "défendre" le parti communiste ? La constitution de Weimar ? Non, nous laissons ce soin à Brandler. Le parti communiste doit appeler à la défense des positions matérielles et intellectuelles que la classe ouvrière a déjà conquises dans l'Etat allemand. C'est le sort de ses organisations politiques et syndicales, de ses journaux et de ses imprimeries, de ses clubs et de ses bibliothèques, qui est en jeu. L'ouvrier communiste doit dire à l'ouvrier social-démocrate : *"La politique de nos partis est inconciliable; mais si les fascistes viennent cette nuit détruire le local de ton organisation, je viendrai à ton aide, les armes à la main. Promets-tu au cas où ce même danger menacerait mon organisation d'accourir à mon aide ?"* Telle est la quintessence de la politique de la période actuelle. Toute l'agitation doit être menée dans cet esprit.

Plus nous développerons cette agitation avec persévérance, avec sérieux, avec réflexion, sans les hurlements et les forfanteries dont les ouvriers sont si las, plus les mesures organisationnelles défensives que nous allons proposer dans chaque usine, dans chaque quartier ouvrier, seront pertinentes, moins grand sera le danger que l'attaque des fascistes nous prenne au dépourvu, plus grande sera l'assurance que cette attaque soudera et non divisera les rangs des ouvriers.

En effet, les fascistes, du fait de leur succès vertigineux, du fait du caractère petit bourgeois, impatient et indiscipliné de leur armée, seront enclins à passer à l'attaque dans une proche période. Chercher à les concurrencer actuellement dans cette voie serait une mesure non seulement désespérée mais aussi mortellement dangereuse. Au contraire, plus les fascistes apparaîtront aux yeux des ouvriers sociaux-démocrates et à l'ensemble des masses travailleuses comme le camp qui attaque, plus nous aurons de chances non seulement d'écraser l'offensive des fascistes, mais aussi de passer à une contre-offensive victorieuse. La défense doit être vigilante, active et courageuse. L'état-major devra couvrir du regard tout le champ de bataille et tenir compte de tous les changements pour pas laisser passer un nouveau retournement de la situation lorsqu'il s'agira de donner le signal de l'assaut général.

Il y a des stratèges qui se prononcent toujours et dans n'importe quelles circonstances pour la défensive. Les brandlériens, par exemple, sont de ceux-là. S'étonner de ce qu'aujourd'hui encore ils parleront de défensive, serait tout à fait puéril ils le font toujours. Les brandlériens sont un des porte-voix la social-démocratie. Nous devons par contre nous rapprocher des ouvriers sociaux-démocrates sur le terrain de la défensive pour les entraîner ensuite dans une offensive décisive. Les brandlériens en sont tout à fait incapables. Lorsque le rapport de forces se modifiera de façon radicale en faveur de révolution prolétarienne, les brandlériens apparaîtront une nouvelle fois comme un poids mort et comme un frein de la révolution. C'est la raison pour laquelle une politique défensive visant au rapprochement avec les masses sociales-démocrates ne doit en aucun cas impliquer une atténuation des contradictions avec l'état-major brandlérien, derrière lequel il n'y pas et il n'y aura jamais les masses.

*

**

Dans le cadre du regroupement de forces, caractérisé ci-dessus, et les tâches de l'avant-garde prolétarienne, les méthodes de répression physique appliquées par la bureaucratie stalinienne en Allemagne et dans d'autres pays contre les bolcheviks-léninistes, prennent une signification toute particulière. C'est un service direct rendu à la police sociale-démocrate et aux troupes de choc du fascisme. En contradiction totale avec les traditions du mouvement révolutionnaire prolétarien, ces méthodes répondent parfaitement à la mentalité des bureaucrates petits bourgeois, qui tiennent à leur salaire garanti d'en haut et qui craignent de le perdre avec l'irruption de la démocratie à l'intérieur du parti. Les infamies des staliens doivent faire l'objet d'un large travail d'explication, le plus concret possible, visant à démasquer le rôle des fonctionnaires les plus indignes de l'appareil du parti. L'expérience de l'URSS et d'autres pays prouve que ceux qui luttent avec la plus grande frénésie contre l'opposition de gauche, sont de tristes sires qui ont absolument besoin de dissimuler à la direction leurs fautes et leurs crimes : dilapidation des fonds communs, abus de fonction, ou tout simplement incapacité totale. Il est tout à fait clair que la dénonciation des exploits brutaux de l'appareil stalinien contre les bolcheviks-léninistes sera d'autant plus couronnée de succès que nous développerons plus largement notre agitation générale sur la base des tâches exposées ci-dessus.

*

**

Si nous avons examiné le problème du tournant tactique de l'Internationale Communiste uniquement à la lumière de la situation allemande c'est parce que la crise allemande place le Parti communiste allemand une nouvelle fois au centre de l'attention de l'avant-garde prolétarienne mondiale, et parce qu'à la lumière de cette crise tous les problèmes apparaissent avec le plus grand relief. Il ne serait pas difficile de montrer que ce qui est dit ici s'applique, plus moins, aussi aux autres pays.

En France, toutes les formes prises par la lutte des classes depuis la guerre ont un caractère infiniment moins aigu et décisif qu'en Allemagne. Mais les tendances générales du développement sont les mêmes, sans parler, bien évidemment, de la

dépendance directe qui lie le sort de la France à celui de l'Allemagne. Les tournants de l'Internationale Communiste ont en tout cas un caractère universel. Le Parti Communiste français, proclamé par Molotov dès 1928 premier candidat pouvoir, a mené ces deux dernières années une politique tout à fait suicidaire. Il n'a pas vu en particulier l'essor économique. Un tournant tactique fut annoncé en France au moment où la remontée économique cédait la place à une crise. Ainsi les mêmes contradictions, les mêmes difficultés et les mêmes tâches, dont nous avons parlé à propos de l'Allemagne, sont aussi à l'ordre du jour en France.

Le tournant de l'Internationale Communiste, en liaison avec le tournant de la situation, place l'Opposition communiste de gauche devant des tâches nouvelles et extrêmement importantes. Ses forces sont réduites. Mais chaque courant se développe parallèlement à ses tâches. Les comprendre clairement, c'est posséder un des gages les plus importants de la victoire.

Annonce d'une visite

27 septembre 1930

Cher camarade Frey,

Dans les semaines qui viennent, deux camarades français vont vous rendre visite. A vrai dire, ce n'est pas une mission officielle, mais, comme ces camarades jouent un rôle important non seulement dans le mouvement français mais dans l'Opposition internationale, il serait très souhaitable que vous leur offriez toutes possibilités de se forger une appréciation suffisante de la situation en Autriche, dans la mesure où c'est possible en un bref séjour de quelques jours.

Il ne nous sera possible de connaître de nouveau progrès que si nous créons les bases d'une opinion publique internationale de l'Opposition de gauche sans laquelle toute centralisation prendrait un caractère bureaucratique. Il ne faut pas sous-estimer le rôle que peuvent jouer des visites de ce type pour la constitution de cette opinion publique. En tout cas, ces deux camarades sont dignes de la confiance la plus totale.

Le rôle des brandlériens

septembre 1930

Tout d'abord, je vous félicite pour la sortie du premier numéro de votre organe. Le journal fait vraiment bonne impression. Jusqu'à présent, je n'ai pu que le survoler, mais j'espère pouvoir vous donner rapidement mon avis détaillé sur le contenu.

Par ma lettre, je voulais en fait attirer votre attention sur l'article concernant l'Opposition communiste en Inde paru dans le *Vorwärts* de Reichenberg le 24 septembre. L'article, qui est censé être une correspondance de Bombay, est évidemment dû à la plume de Roy, le national-démocrate réformiste indien, l'allié de Brandler. Si l'on veut se faire une idée de ce que représentait le menchevisme russe de la pire espèce, il suffit de lire cet article. La prétendue "*Opposition communiste*", c'est-à-dire le groupe Brandler-Roy, est fière de pousser les ouvriers dans le camp de la bourgeoisie nationale. Elle raconte avec enthousiasme que les ouvriers, probablement "leurs" ouvriers, ont désavoué un révolutionnaire sorti de prison, lorsque ce dernier se mit à attaquer le National Congress, c'est-à-dire à expliquer aux ouvriers trompés l'A B C de la lutte des classes, à commencer par la première loi de la politique révolutionnaire, la méfiance envers la bourgeoisie.

En tout cas, les mencheviks russes n'ont jamais osé accomplir leur besogne de recruteurs bourgeois avec autant de franchise et de cynisme. Si, dans les pays occidentaux, le rôle actuel de l'Opposition de droite est un masqué par la dégénérescence impérialiste de la social-démocratie, on voit très bien par contre en Orient que les partisans de Brandler et Neurath fondent, sous la dénomination d'"*Opposition communiste*", un parti social-menchevique.

Il faut mener contre ces gens le combat le plus résolu et le plus implacable et porter ce combat dans leur propre camp. Maintenant que vous disposez d'un journal, j'espère que vous mènerez ce combat avec un succès grandissant.

Avant la conférence internationale

27 septembre 1930

Cher camarade Landau,

Deux camarades français se rendront à Vienne dans les prochaines semaines pour se faire une idée plus précise de l'état de l'opposition autrichienne. Veuillez informer le groupe Mahnruf, qu'il s'agit de camarades de confiance, bien que leur voyage ne constitue pas une mission officielle, c'est-à-dire organisée à l'avance par le Secrétariat International. Elle n'en contribuera pas moins dans une large mesure à la formation de l'opinion de l'Opposition internationale sur la situation en Autriche.

J'écris en même temps au camarade Well à propos de mes thèses ou de l'article sur la situation en Allemagne. Pour autant que je puisse en juger par la lecture du *Kommunist*, je ne crois pas qu'il puisse apparaître de divergences entre la direction nationale et moi. Mais il n'est nullement exclu que mes thèses puissent comporter des omissions ou des insuffisances relativement importantes, car, au cours des derniers mois, je n'ai pas suivi de près l'évolution de la situation allemande. De toute façon, il faudra que la conférence prenne position dans une résolution programmatique sur la situation actuelle. La conférence pourra donc compléter ce que je n'ai pas réussi à formuler en détail. En tout cas, j'attendrai avec un grand intérêt les prises de position des camarades allemands à ce sujet. Je compte également sur une traduction soignée et précise.

L'Internationale paysanne et la Ligue anti-impérialiste

septembre 1930

Quelles nouvelles sur l'Internationale paysanne ? Elle a été mise sur pieds par les épigones précisément pour démontrer comment des gens qui évaluent correctement la paysannerie font la politique. Dès le début nous avons considéré toute l'affaire comme moribonde, réactionnaire. Au VI^e congrès de l'Internationale Communiste, Boukharine s'est excusé de n'avoir rien à dire - rien de bon - sur l'Internationale paysanne. Il suggérait qu'on essaie de *"donner de l'aide à l'Internationale paysanne pour se transformer en véritable organisation vivante"*. Au 16^e congrès du P.C.U.S., Boukharine, dans son rapport, n'a pas dit un mot sur l'Internationale paysanne, comme si elle n'existait pas. Est-ce que cela signifie qu'elle avait déjà été transformée en *"organisation vivante"* ? Mais c'était, voyez-vous, un des plus importants des fruits de l'anti-trotskyisme !

La paysannerie est la moins internationale de toutes les classes de la société paysanne est en soi une contradiction, non pas dialectique, mais bureaucratique. L'unification internationale indépendante de la paysannerie, en dehors des sections nationales de l'I.C. , est répétons-le, soit une invention bureaucratique moribonde soit un conservatoire du carriérisme bourgeois-démocratique sous une couverture protectrice. L'Internationale paysanne doit être ouvertement liquidée et on doit en tirer toutes les conclusions nécessaires.

Il est remarquable que, sous l'égide de l'I.C., le travail à la campagne n'ait pratiquement rien donné. Au VI^e congrès, Boukharine avait été obligé d'admettre: *"Dans les régions paysannes, notre influence n'a pas grandi, mais plutôt décliné, et, qui plus est, aussi bien en France qu'en Allemagne"*. Cela s'est produit parce que "nous" avons abordé la paysannerie du point de vue de l'Internationale paysanne, c'est-à-dire comme un ensemble. En réalité, cela s'est transformé en chasse au petit propriétaire en tant que propriétaire. Les ouvriers agricoles et les paysans semi-prolétaires ont été poussés de son côté. Le résultat est que le communisme dans la campagne a été affaibli. Molotov, dans son rapport, a gardé un silence total sur le travail dans les campagnes.

La Ligue anti-impérialiste est l'Internationale paysanne aux colonies. Ses congrès et travaux ont eu un caractère qui relève entièrement du spectacle. Münzenberg a jeté de la lumière, à l'aide d'une allumette du bengale, sur les carriéristes de gauche de la II^e Internationale et bourreaux d'hier des masses ouvrières dans les colonies. Le feu de Bengale, qui coûte cher, et laisse derrière lui beaucoup de fumée sous le couvert de laquelle carriéristes, aventuriers et candidats-bourreaux ont fait leur besogne.

On n'oubliera pas que l'amitié des staliniens pour le Kuomintang est allée de pair avec le bloc étroit avec les briseurs de grève du conseil général, et le nœud de ces deux amitiés a été noué dans la Ligue anti-impérialiste.

Au début de 1927, Münzenberg, l'impresario de toutes les productions pourries et gonflées, a convoqué à Bruxelles une session de la Ligue. L'organe central de l'I.C. écrivait à ce sujet le 25 février 1927:

"Ce n'est pas par hasard si le rôle le plus actif, le plus inspirant (!) et dirigeant (!!) au congrès a été joué par les principales forces actives de la révolution chinoise: les syndicats chinois, le Kuomintang,, et l'Armée révolutionnaire du peuple, d'un côté, et de l'autre par des représentants du prolétariat britannique sur qui est retombée la responsabilité centrale d'organiser la lutte contre l'intervention" (Kommunisticheskie Internatsional, 1927, no 8, p.5)

"Ce n'est pas par hasard" ! Ce n'est pas par hasard qu'à la conférence de Bruxelles, le rôle *"inspirant"* a été joué par le Kuomintang de Tchang Kaï-chek et les chers alliés du comité anglo-russe ! La Ligue anti-impérialiste est le Kuomintang de la seconde ligne à l'échelle internationale. La liquidation de la Ligue ainsi que de l'Internationale paysanne, est une mesure urgente de santé révolutionnaire.